LETTRE
Veille économique Agricole

CER FRANCE
Voir loin, les pieds sur terre

La lettre spéciale « Marchés Agricoles »

Novembre 2013 • N°36

Édito

Jean-Marie SÉRONIE
jmseronie@50.cerfrance.fr

Chapeaux chinois et bonnets rouges

Il n'y a pas que le climat «physique» à avoir été capricieux cette année. Le printemps froid et pluvieux, l'été et l'automne chaud ont pesé sur de nombreux équilibres de production ou de prix (fourrages, légumes, vigne...). Cela nous ramène à une réalité agricole contingente des marchés comme des conditions climatiques.

Actualité capricieuse également avec une campagne marquée par les négociations sur la PAC, les multiples réformes en cours. Cet automne le climat « moral » connait une vague d'inquiétudes, d'angoisses parfois de colère des producteurs : ambiance paradoxale de décisions publiques contestées (fin des restitutions, TVA sur les activités équestres, convergences des aides PAC) connues depuis longtemps et qui se produisent dans un contexte de prix plutôt favorable.

L'agriculture française déprimerait-elle alors que ses perspectives sont plutôt ensoleillées ?

L'agriculture française douterait-elle d'elle-même alors que de nombreux investisseurs étrangers (chinois, saoudiens…) ont résolument confiance dans nos savoir-faire puisqu'ils mobilisent des capitaux ?

Une partie de la réponse et du remède tiennent sûrement dans notre capacité à lire notre environnement, sa réalité et à tracer des perspectives partagées.

Saurons-nous moderniser nos filières notamment les outils de première transformation face aux exigences de compétitivité ? Saurons-nous concilier notre modèle d'exploitation familiale avec les exigences de compétences du chef d'entreprise ?

Mais au-delà des enjeux collectifs, se pose à chaque agriculteur la question de la gestion de son entreprise et de sa couverture individuelle sur les fluctuations de marché. Suivant sa filière aura-t-il une logique de couverture à « long » terme (marché à terme) ou une logique du prix de marché du jour (marché au cadran) ? En quelque sorte mettra-t-il un douillet bonnet qui protège du froid ou un chapeau à large bord de type chinois efficace contre les aléas de la pluie comme du soleil ?

En un coup d'oeil ...

- *Viande bovine.....p 2*
- *Porc.....p 4*
- *Filière avicole.....p 5*
- *Oeuf.....p 6*
- *Lait.....p 7*
- *Pomme.....p 10*
- *Tomate.....p 12*
- *Sucre.....p 14*
- *Pomme de terre.....p 16*
- *Légumes industriels.....p 18*
- *Céréales.....p 19*
- *Oléagineux.....p 21*
- *Viticulture.....p 23*

Retrouvez-nous sur le blog Agri-entrepreneur
www.cerfrance.fr/blog-agri

Le paradoxe de la filière bovine

La bonne tenue des cours n'est pas une garantie de revenu.

La consommation française

Sur le premier semestre 2013, les ventes de viandes fraîches ont diminué de 8% (crise économique), celles de viandes transformées de 24% (crise de confiance). Seules les viandes congelées sont restées stables. Donc, sur l'année 2013, on devrait avoir une érosion (-1% comparée à 2012) de la consommation française.

Paradoxe, car la consommation française arrive à maturité, mais l'offre ne satisfait pas la demande. La demande intérieure s'oriente vers des sujets femelles finis alors que la production est engagée vers l'export avec les sujets broutards repoussés à destination des pays de l'UE historiquement.

En Europe, la consommation ne devrait diminuer que légèrement et sur le plan mondial, après une pause, les « global players » sont de retour dans le marché ouvert de la viande. Ce qui devrait augmenter la viande disponible en Europe et notamment la viande brésilienne. De plus, le marché asiatique s'ouvre avec une consommation de viande rouge en nette progression. Une carte à jouer pour la filière française et européenne sur l'export qui ne sera pas honoré en totalité par les pays sud américains.

Paradoxe sur la production de viande bovine intérieure

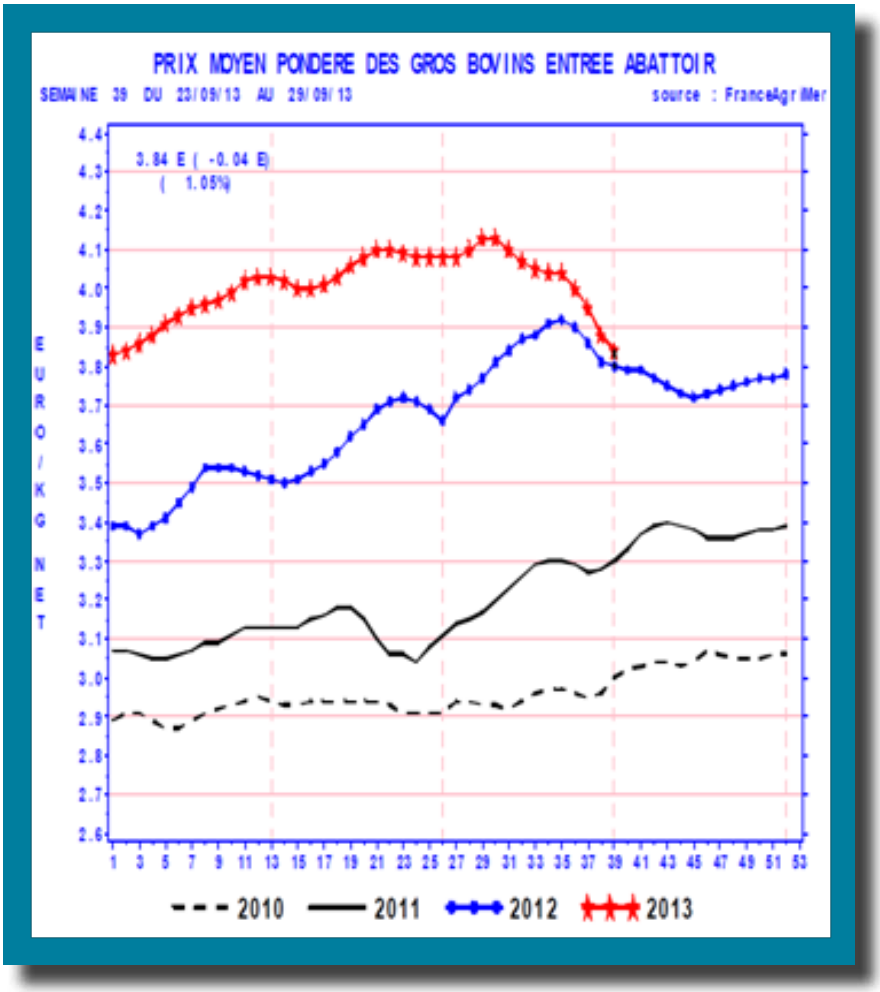
En effet, le marché de la viande est volatil. D'une année à l'autre, la demande varie au point d'influer sur les exportations de mâles notamment vers l'Italie. La production 2013 de bovins finis est contraire à l'année 2012, avec moins d'exportations en vif au profit des abattages sur le territoire.
Cet épiphénomène s'explique par un net recul des exportations de bovins de plus de 300 kg vers les pays tiers et plus précisément vers l'Italie qui a réduit ses approvisionnements de 8.6% sur le premier semestre 2013. De plus, le marché turc n'a pas désengorgé le marché des sujets allaitants comme il l'avait fait l'an passé. Actuellement, entre le doublement de la taxe à l'importation et les contrôles sanitaires accentués dans ce pays, les exportations sont réduites à néant. Seuls les pays comme le Liban et l'Algérie conservent leurs niveaux d'importations.

Donc, les abatteurs proposent la mise en marché des gros bovins alourdis et peinent toujours sur l'abattage des femelles (- 3% cette année).

Le repli des exportations oriente les éleveurs vers la production de bêtes finies mais l'orientation de la future PAC 2015, avantagerait plus les éleveurs extensifs que les engraisseurs. La production doit maintenant s'adapter à un marché mutant et la filière s'accorder entre l'offre et la demande avec des retournements rapides. Ces mouvements de marché handicapent les éleveurs qui doivent s'adapter. La mise en place d'une stratégie agile dans les exploitations est d'actualité mais compliquée à suivre.

Paradoxe pour les éleveurs, les années se suivent mais ne se ressemblent pas

Quels que soient les produits (vache réforme, gros bovins, génisses), les cours



Viande bovine

du premier semestre 2013 sont soutenus et supérieurs dans l'ensemble à 2012. Les cours sont le reflet du manque de disponibilité. Néanmoins, une érosion des cours dans toutes les catégories se fait sentir en période estivale et devrait encore chuter avec la mise en marché des sujets d'automne. Malgré cela, on constate des prix en hausse depuis 2 ans, particulièrement sur les gros bovins avec une progression de +28% entre 2011 et 2013 (3.84 € le kg en septembre 2013).

Les perspectives de prix de la viande bovine sont arrivées à leur pic, et à l'heure où le pouvoir d'achat des ménages est en baisse, les consommateurs peuvent s'orienter vers des produits moins coûteux, il faut rester vigilant.

A contrario, les années se suivent et se ressemblent sur la rentabilité des élevages allaitants qu, malgré des cours élevés, peinent à dégager du « cash » pour redorer les trésoreries.

Les structures doivent s'adapter pour s'orienter vers une compétitivité sur le marché et non, comme actuellement, basées sur la capitalisation des systèmes (foncier, bâtiments …).

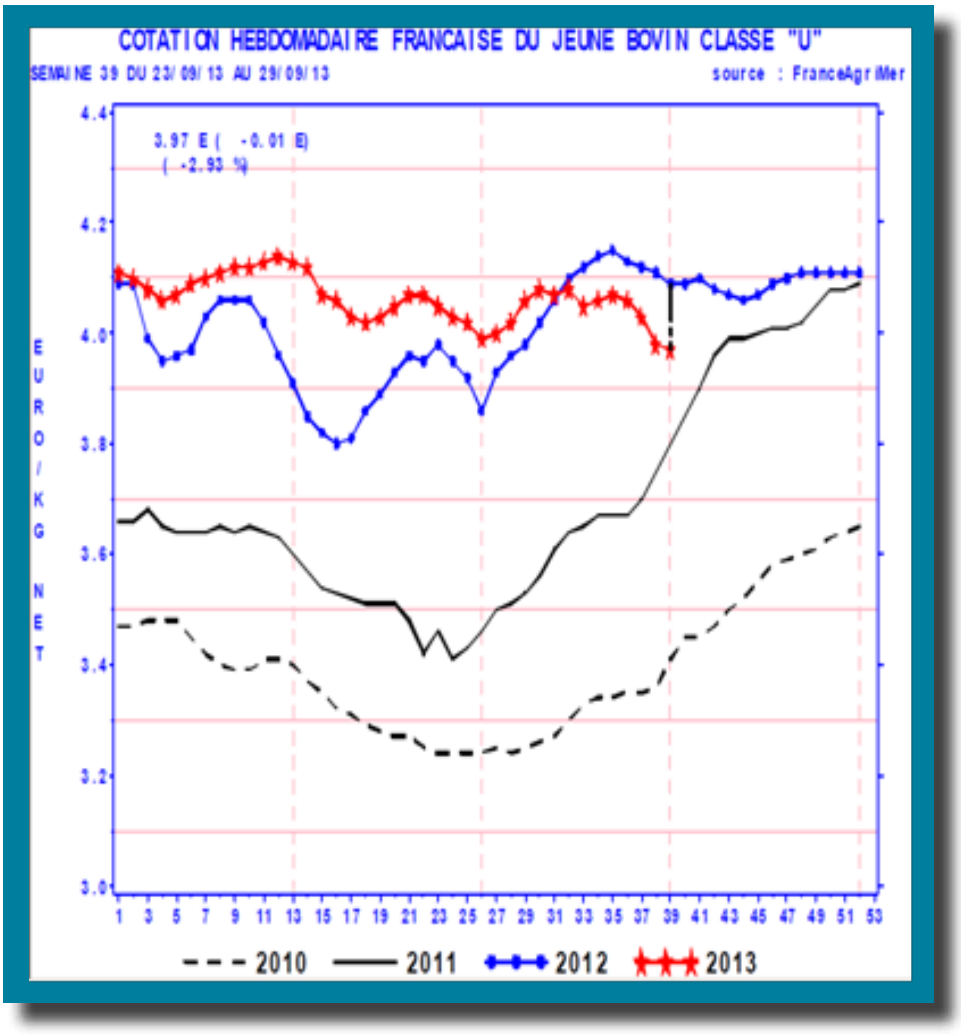
Dans les campagnes, on parle souvent de la crise de l'élevage, mais la crise est normalement marquée par des prix à la production en chute libre alors que dans la filière allaitante, ce n'est pas le cas.

Seulement, avec la variabilité du prix des produits, des intrants et des volumes de mise en marché, les écarts de performances économiques entre élevages se creusent.

Nos études économiques révèlent des différences impressionnantes de 1 à 10 en résultats entre le quart inférieur des moins bons revenus par unité de main d'œuvre et le quart supérieur, alors que les moyens de production (nombre de vaches allaitantes, Sau…) ne sont que de + 20 %. La crise est d'abord une crise de disparité des compétences des éleveurs, une crise du déficit d'accompagnement, de la transmission des savoir-faire, de l'isolement qui doit interroger toute la filière. Elle doit aussi questionner sur les moyens les plus efficaces pour améliorer la performance et les savoir-faire dans les élevages. Revenir sur le cœur du métier d'éleveur doit être l'objectif. Technicité et gestion économique des ateliers sont primordiales. Les producteurs valorisent des muscles, c'est la composante essentielle du produit. Plus de kilos de viande par unité de main-d'œuvre avec des coûts toujours maitrisés, c'est simple comme objectif mais tellement complexe à mettre en œuvre comme le montre la dispersion des résultats économiques.

En synthèse, face à un marché mature en Europe, on a l'émergence d'un marché mondial avec la progression de la consommation asiatique qui modifie la demande à l'échelle planétaire.

Pour la satisfaire, c'est à toute la filière allaitante, du producteur aux industriels de chercher les solutions communes en innovant sur un marché nouveau mais qui peut être porteur pour la viande bovine française.



Guillaume MARAVAL
gmaraval@12.cerfrance.fr

Production porcine : une détente sur le prix des céréales bien venue.

Une baisse de production en Europe qui devrait se poursuivre en 2014

Alors que la production européenne est en baisse pour la deuxième année consécutive (-2,3% en 2012, -2,7 % prévus en 2013), le prix du porc a eu du mal à « décoller » du fait du printemps pluvieux. Il a fallu l'arrivée du soleil et le maintien d'un bel été pour que la consommation reprenne des couleurs et que le prix s'envole pendant la période estivale. Par contre, le prix est vite retombé dès la fin septembre. Les difficultés de répercussion de ce prix à la transformation ont contenu une hausse que les producteurs espéraient plus forte et plus durable au vu du niveau de la production et de la bonne tenue des exportations.

Les exportations de l'UE sur pays tiers se maintiennent au niveau de 2012 sur les 7 premiers mois de l'année (-0,4%) avec des ventes qui se développent sur la Chine (+ 29 %) permettant de compenser les pertes vers d'autres destinations : Russie - 5 %, Hong Kong - 9 %, Japon - 3 %.

Détente sur le prix des matières premières

Avec les bonnes prévisions de récolte céréalières, le prix de l'aliment a entamé une lente diminution mais reste toujours à +28 €/tonne sur 9 mois par rapport à 2012. Ce repli du prix de l'aliment devrait se confirmer et se poursuivre avec la nouvelle récolte de maïs.
La marge sur coût alimentaire est en progression mais sur 9 mois, on note un retard cumulé de près de 11 cts/kg net par rapport à la même période de 2012. Globalement sur l'année civile, la marge sur coût alimentaire aura du mal à retrouver son niveau de 2012 de 0,527 € par kilo.

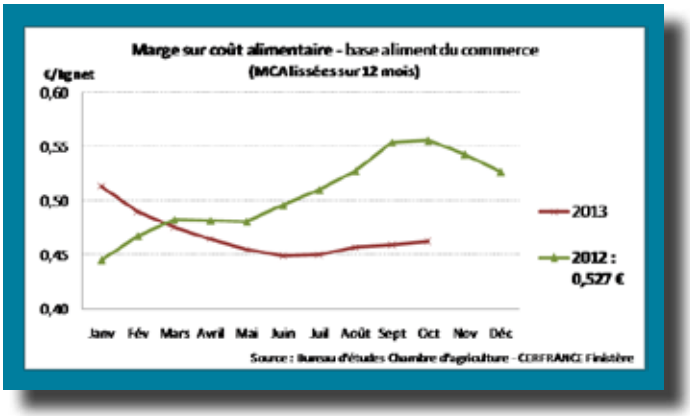
Une année 2014 s'annonce sous de meilleurs augures, mais les fondamentaux pourront-ils s'exprimer ?

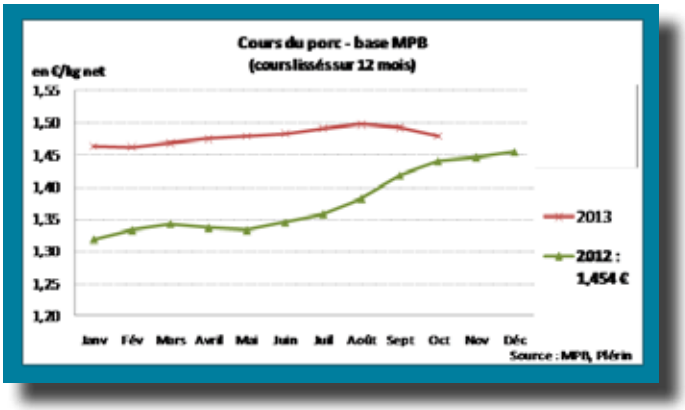
2014, d'un point de vue des producteurs, semble s'annoncer plus sereinement. La production européenne devrait encore baisser, car le cheptel truies est en baisse de 3,4 de %. Cette baisse du cheptel truies, si elle est réelle, ne sera pas compensée entièrement par la hausse de la productivité. On peut donc espérer le maintien d'un prix du porc qui couvrirait le coût de revient, car en parallèle, le prix de l'aliment devrait poursuivre sa baisse ou du moins se stabiliser, même si des incertitudes se maintiennent sur le prix du soja. La marge sur coût alimentaire devrait donc rester relativement élevée.

La baisse annoncée de cheptel est forte en Espagne, Allemagne et Pologne, signe que les exploitations de ces pays subissent aussi la crise. Dans le même temps, la baisse du prix du porc enclenchée dès le mois de septembre, et qui ne semble pas finir, montre que ce ne sont pas les fondamentaux du marché qui pèsent. Le marché allemand est celui qui oriente tous les autres marchés européens et les positions de son principal abatteur sur l'Europe et/ou sur l'export influence beaucoup la demande.

En France, mais aussi dans d'autres pays européens, les inquiétudes portent aussi sur la santé de la filière aval, abattoirs et transformateurs, déjà fragilisée, qui peine à répercuter les hausses de prix vers la consommation...

L'important serait de redonner du dynamisme à toute une filière, car un maillon faible a forcément des répercussions à court ou moyen terme sur l'ensemble des acteurs.





Anne-Yvonne HENOT
ayhenot@29.cerfrance.fr

Relancer la production française dans une stratégie de reconquête du marché intérieur

L'ambition du plan avicole national est la reconquête du marché français par les opérateurs de la filière française. Mais ce plan doit prendre en compte les orientations récentes de la consommation mondiale et européenne et se donner les moyens de son ambition.

Dans une consommation mondiale toujours en progression, la France est à la peine...

La viande de volailles est en passe de devenir la première viande produite dans le monde, devant la viande de porc. Les 2/3 de la hausse de la production se concentrent en Asie, malgré des problèmes sanitaires pas toujours résolus.
Les échanges internationaux qui portent sur 12 à 13 % de la production mondiale sont dominés à égalité par les Etats-unis et le Brésil (31%), puis l'Europe (11%).
Les échanges portent sur différents types de marchandises suivant les destinations: du poulet entier cru aux découpes congelées.
L'Europe, jusqu'aux années 2000, avait une balance commerciale positive en volume et en valeur. Cette balance se dégrade progressivement, avec des importations venant dans un premier temps du Brésil, puis de Thaïlande à la faveur d'accords bilatéraux signés suite à l'échec des discussions de l'OMC.
Mais le paysage est différent suivant les pays. L'Allemagne a multiplié sa production par 3 depuis 2000 ; en France, par contre, la baisse est de 20%, mais semble stabilisée depuis peu.

La production française est constituée pour 53 % des volailles standard, 23 % du poulet export et pour 25% des volailles sous signe de qualité.
Mais la consommation européenne et française s'oriente de plus en plus vers des produits de « découpe » et une utilisation plus importante en restauration collective. D'après une étude de AND international pour l'ITAVI, actuellement 87% du marché de la restauration collective, et 38% des achats des industriels en produit standard sont importés de Belgique, Pays Bas et Allemagne. Ces pays, grâce à la modernisation de leurs outils d'abattages, mais aussi de leurs poulaillers, sont bien plus compétitifs. L'étude conclut que la reconquête de ce débouché sera difficile, mais en plus prévoit que la grande distribution s'orienterait pour une part significative de son approvisionnement vers ces mêmes destinations.

Dans les élevages, les impacts sont sévères

La baisse de restitution, puis leur suppression décidée par l'Europe a fragilisé aussi bien le maillon industriel que le maillon élevage. Petit rappel :
• Automne 2012 première baisse des restitutions
• Février 2013 nouvelle baisse des restitutions de 50 € par tonne
• Pour faire face à cette baisse, les industriels en répercutent une partie sur les contrats des éleveurs. Mais ce ne sont pas seulement les contrats export qui sont concernés, mais tous les contrats et toutes les espèces et chez tous les opérateurs avec des « renégociations » diverses en fonction des espèces. Généralement, la baisse en poulet est de 20 € par tonne, soit la moitié de la mage PA. Cette baisse généralisée a été justifiée par les opérateurs de la filière par le partage des efforts par tous et/ou par la hausse du coût alimentaire depuis la récolte 2012. Jusqu'à présent, cette baisse a été compensée par des volumes.
• Juillet 2013 suppression des restituions.
La première baisse des restitutions était justifiée par le fort rapprochement des prix brésiliens et des prix européens en fin d'année 2012 et début 2013. L'écart de compétitivité était alors maintenu au même niveau. C'était sans compter sur la dévaluation du réal de 20% qui rebattait les cartes, alors qu'en même temps, l'Euro se raffermissait par rapport au dollar.

Cette suppression des restitutions était prévue lors de la négociation à l'OMC. Mais il n'y a pas eu d'accord.
On sentait bien néanmoins qu'elles ne passeraient pas le cap de la nouvelle réforme de la PAC.
On peut parler de manque d'anticipation, mais il faut surtout analyser la filière dans son entier et se rappeler que la baisse de production française a commencé dès 1998.

La crise qui touche maintenant l'accouvage peut enterrer toute une filière

La baisse de production déjà en cours et l'arrêt de mise en production pour l'abatteur Tilly Sabco ont fragilisé de nombreux couvoirs, y compris des couvoirs de multiplications et sélections. Si ces outils ferment, il sera difficile de relancer la filière.

L'urgence d'un plan de relance en lien avec la consommation

Il y a urgence à bâtir un plan pour toute la filière française, car aucun industriel n'est à l'abri. Mais il faut prendre en compte les tendances lourdes de la demande

du consommateur : plus de découpes et d'élaborés, moins de volailles entières.

Des investisseurs croient dans cette filière, en effet le plan de redressement de l'entreprise Doux prévoit la reprise par un financier et l'entrée au capital d'un des clients de l'entreprise à l'export.

Au niveau des élevages, les gains de productivité et de réduction de coûts observés lors de rénovation des batiments permettent d'être confiants sur leur capacité à relever ce défi. Cependant, la modernisation des élevages et la professionnalisation par une spécialisation des producteurs se heurtent à des problèmes de réglementation environnementale et à des lourdeurs administratives. Rappelons que l'âge moyen des bâtiments français dépasse les 25 ans et que la surface moyenne par exploitation est seulement de 1 500 m², alors que les objectifs préconisés sont de 3500 à 5 000 m².

Oeufs : une gestion prise en main par les agriculteurs eux-mêmes

Un réajustement est nécessaire après la restructuration liée à la mise aux normes bien-être

Les arrêts d'élevages français ont été plus que compensés par des grands projets d'agrandissement chez les éleveurs spécialisés. Ainsi, les mises en place de poulettes sont en forte progression à partir de l'été 2012. Au 1er trimestre 2013, la production d'œufs a progressé de 27 % par rapport à la même période de 2012. Et le CNPO (Comité National pour la Promotion de l'œuf) estime que le potentiel de production en place en œufs de consommation est supérieur de plus de 5 % aux besoins du marché. Il en résulte une chute importante des cours depuis le début de l'année.

La cotation TNO* n'était plus que de 5,06 € en juin (5,89 € au 1er semestre contre 9,99 € au 1er semestre 2012).

Depuis avril, les mises en place de poulettes marquent une pause après un an et demi de progression continue, mais la production a augmenté jusqu'en septembre. Le CNPO a proposé que les vides sanitaires soient rallongés, qu'il y ait des abattages anticipés de poules pondeuses et qu'il y ait une pause dans les projets de création et d'extension d'élevages.
Depuis septembre, la cotation TNO semble reprendre un peu de couleurs grâce aux mesures mises en place par la profession elle-même.

La maîtrise de la production européenne et des importations d'oeufs « non normés » reste impérative pour maintenir les cours.

**Tendance Nationale officieuse (établie par le journal des Marchés)*

Anne-Yvonne HENOT
ayhenot@29.cerfrance.fr

Le prix du lait : de plus en plus de réactivité conjoncturelle

Concernant les produits industriels, c'est désormais des variations voire des ruptures sur une périodicité de 6 mois qui se vérifient. Cette variabilité tranchant avec le cycle de production du lait lui-même.

Alors que 2012 se caractérise par un fort déclin des prix des produits industriels, 2013 est marquée par un vrai rebond à compter de Mars 2013. Ainsi, de mars à mai : + 24 % pour les poudres grasses, + 20 % pour le beurre et + 18 % pour les poudres maigres.
S'ensuivent une période de stabilité et une nouvelle reprise qui se profile sur la fin de l'année soit des niveaux de
• 4 550 $ / t (3 500 €) pour le beurre
• 4 300 $ / t (3 300 €) pour le lait écrémé.

Les raisons de cette reprise des produits industriels

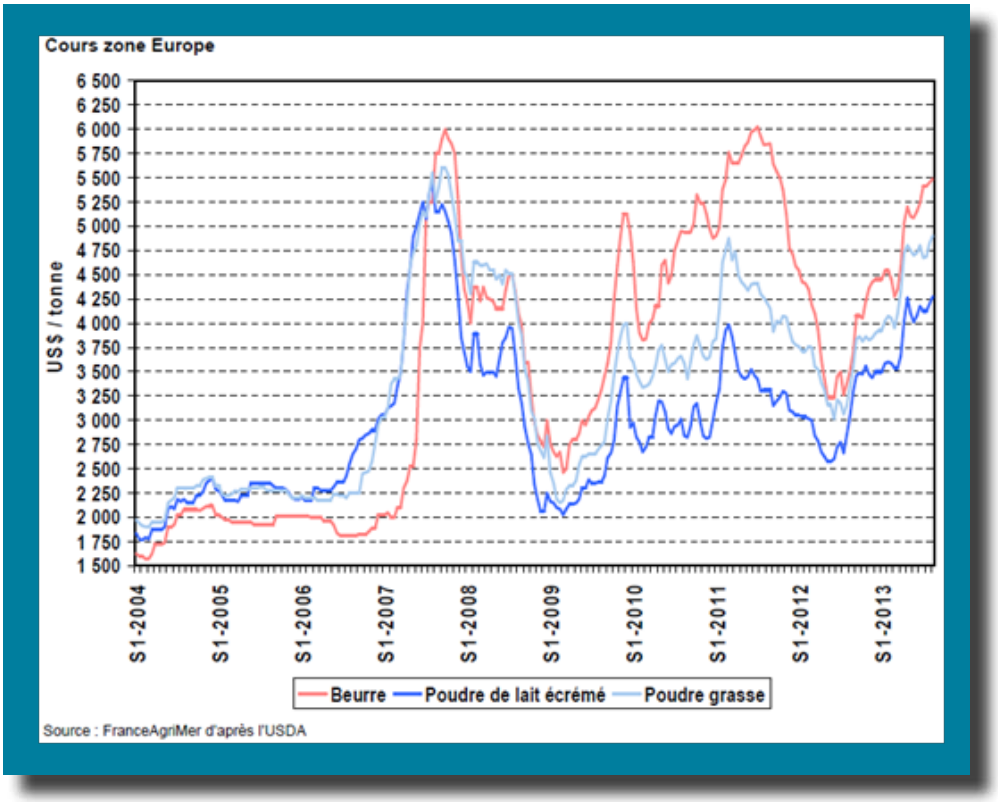
Un recul de la collecte au niveau mondial

Le recul de la production laitière dans les bassins exportateurs est marqué :
• La Nouvelle Zélande connaît une baisse de production de près de 10 % suite à la sécheresse sur les 8 premiers mois de 2013.
• L'Australie, 4ème exportateur mondial, connaît une perte de 6,5 % de ses volumes sur cette période et ne semble pas renouer avec une dynamique de reprise.
• L'Europe n'est pas en reste avec un repli de 1 % depuis le début 2013.
• Seuls les Etats-Unis connaissent une progression de 0.5 % sur les 8 premiers mois de 2013.

Une demande croissante des pays importateurs

Un vrai déclin de production (-3 %) se constate en Russie d'où des importations croissantes (+ 60 % de beurre depuis janvier 2013), Idem pour le Japon (+ 9 %) et l'Algérie.

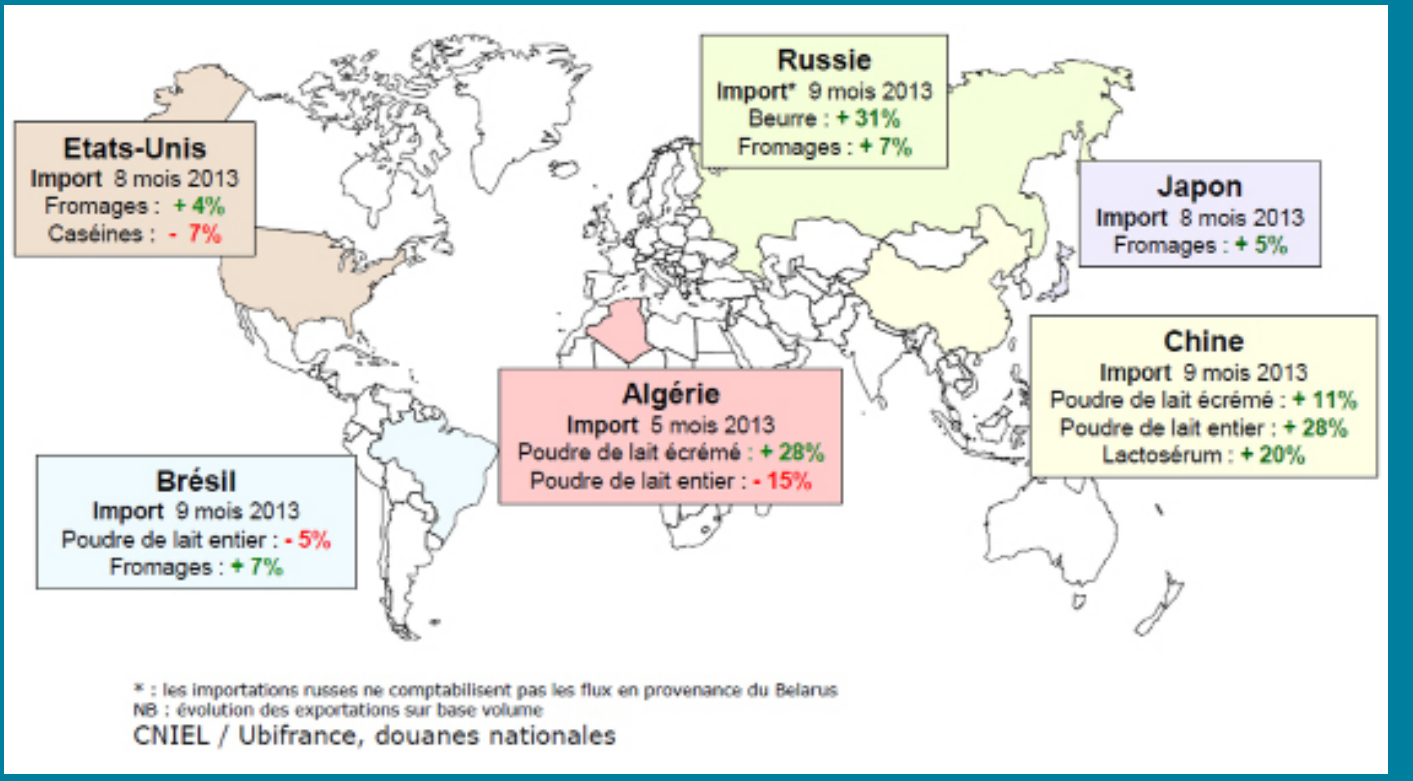
Lait France et UE - Vers le rebond du prix de base



La demande de la Chine est toujours croissante et un problème sanitaire chez Fonterra (Nouvelle Zélande) accroit la demande chinoise en poudre européenne (+ 42 % de poudre de lait entier sur les 7 premiers mois 2013).

S'ajoutent à ce décalage offre/demande, des stocks faibles et en constante régression en Europe (seulement 83 000 tonnes au 1er septembre 2013).

Tendances d'importation sur le début de l'année 2013
au sein de quelques grands débouchés



Les Produits de Grande Consommation sont plus stables

Sur le marché intérieur des PGC européens, marché à maturité, la hausse est plus modérée avec 12 % d'évolution de prix pour le lait liquide et seulement 2 % pour les fromages entre 06/2012 et 06/2013. C'est désormais le marché mondial qui infléchit le prix du lait payé aux producteurs. Cette réalité économique génère des disparités entre les industriels en fonction de l'équilibre de leurs mix-produits. Elle explique entre autre la complexité du moment sur le prix du lait entre les acteurs économiques et les différences de perception. Le prix unifié sur un même territoire se heurte désormais aux réalités économiques des débouchés et de leurs fluctuations.

Quelles perspectives fin 2013 et 1er semestre 2014 ?

Rien ne laisse présager un renversement de tendance sur les 6 prochains mois.
La valorisation beurre-poudre de l'ordre de 370 € en juillet 2013 devrait se maintenir aux alentours de 400 € / 1 000 litres pour le 1er semestre 2014. Face à ces prix attractifs, les prémices de reprise de la production de l'UE depuis juillet et de la Nouvelle Zélande devraient s'intensifier. Et les USA, assurément, sauront être opportunistes.

2014, l'anti-thèse de 2013 ?

L'accélération des cycles haussiers et baissiers, la réactivité graduelle des bassins de production n'annonceraient-elles pas une année 2014 au profil inverse à celle de 2013 où le début d'année serait faste avec une fin plus difficile ?
C'est une perspective plausible en cas d'un rééquilibrage offre / demande.

L'opportunisme des pays du nord de l'Europe

• Autriche, Danemark, Pologne, Allemagne voire Pays-Bas font preuve d'un dynamisme enviable sur 2013 engrangeant la manne financière liée à l'export. Leur quota national sera réalisé voire dépassé au sein d'une Europe globalement en sous-réalisation récurrente.
13 Etats dont la France, 2ème pays producteur de l'UE, seront en sous-réalisation avec 7 % d'écart actuellement pour la France contre 3,6 % pour l'année précédente. L'immobilisme français ne trouve pas de justification dans la qualité de ces bassins de production. C'est plus un signal fort qu'il faut donner aux producteurs par une stratégie filière volontariste mais différenciée selon les débouchés.

La réactivité, une composante de la compétitivité pour les producteurs laitiers

Bénéficier des périodes porteuses revient à anticiper les indicateurs de marché avec un délai toujours plus court pour réussir.

Force est de constater que le prisme

Lait

Force est de constater que le prisme français du prix du lait «le millefeuille», donnant lieu à la fixation du prix aux producteurs, ne facilite pas cette anticipation.

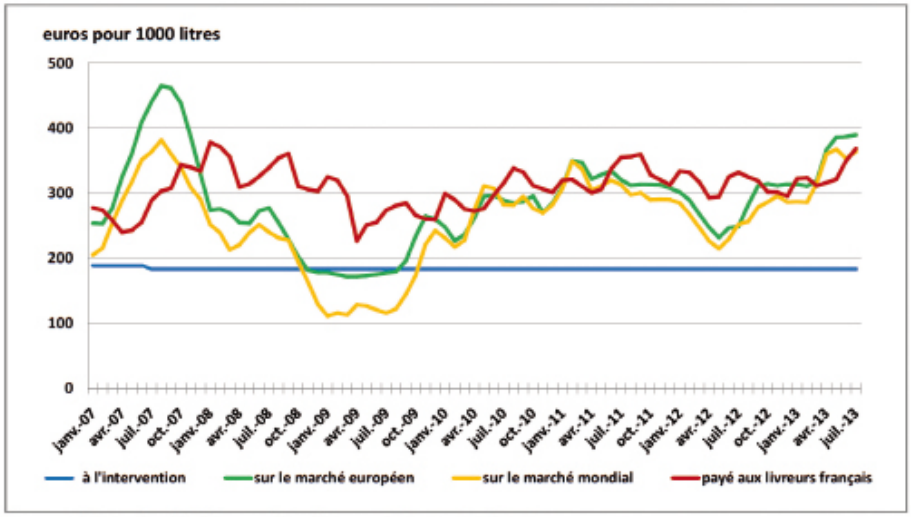
Alors que tous les signaux de marché appelaient à produire du volume depuis l'été 2013, les paiements des 1 000 l octroyés aux éleveurs donnent lieu au statisme voire au scepticisme.

Saisir l'opportunité de production quand les prix et les volumes sont élevés est un élément clé de la compétitivité. La flexibilité de l'outil de production devient, au côté de la technicité et du coût de revient, un levier d'efficience.

En cette fin 2013, savoir être réactif, et capitaliser sur la baisse du coût alimentaire, les allocations de fin de campagne proposées, et les prix de base de début 2014 proches de 400 € / 1 000 litres serait pertinent.

Il serait en revanche dommageable de produire des volumes à contretemps quand le marché s'inversera.

Le prix du lait standard valorisé en beurre/poudre



Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après FranceAgriMer, SSP & ZMB

La valorisation du lait en beurre/poudre continue de s'apprécier. A 375 €/1000 litres en août, elle dépasse le prix du lait standard payé aux éleveurs 2013.

Jean-Yves MORICE
jymorice@53-72.cerfrance.fr

Une récolte modérée dans un contexte de prix favorable

Après un niveau de production particulièrement bas en 2012, la récolte 2013 atteint son niveau moyen. Le démarrage de la campagne de commercialisation 2013/2014 se fait dans un marché bien orienté.

Une récolte française conforme à la moyenne

Au 1er novembre 2013, la production nationale de pommes était estimée à 1,7 millions de tonnes, en hausse de 27 % par rapport à la récolte historiquement faible de 2012. Ce niveau de récolte est proche d'une année normale et se rapproche ainsi de 2011. Autre particularité de ce millésime 2013, la récolte de pommes a été retardée de 15 jours par rapport à une année normale. En cause, le froid et la pluie du printemps qui ont retardé la croissance des fruits. L'ensoleillement exceptionnel de l'été favorise la qualité gustative des pommes mais ne permet pas de rattraper complètement le retard de croissance du printemps. Les calibres sont plus petits qu'en 2012 à cause du printemps froid.

Une concurrence européenne stable

La récolte européenne s'annonce modérée avec 10,8 millions de tonnes attendues,soit 7% (ou 700 000 T) de plus que celle de l'an passé qui était très déficitaire, et presque équivalente à celle de 2011, année plus conforme à la normale.

Au niveau mondial, le marché export de la pomme se caractérise par deux grands segments : d'un côté le marché du haut de gamme alimenté principalement par l'Italie, la France, les USA et la Nouvelle Zélande; de l'autre le marché d'entrée de gamme approvisionné par des pays comme la Chine, le Chili et la Pologne.

Pour ce qui concerne nos principaux compétiteurs, la Pologne voit sa production continuer son importante croissance, avec 3,2 millions de tonnes, mais les estimations pour le marché du frais sont similaires à l'an passé (grêle, tavelure). La Pologne exporte principalement vers la Russie avec une offre d'entrée de gamme. L'Italie attend une récolte proche de la moyenne, mais dépréciée par la grêle et la tavelure, donc avec moins de disponible pour le frais haut de gamme.

En Europe du nord, Allemagne, Belgique et Pays-Bas disposent d'une récolte sensiblement inférieure à la moyenne des dernières années. C'est également le cas dans une moindre mesure de l'Espagne, de la Roumanie, de la Grèce et de l'Autriche. France, Portugal et Royaume-Uni sont dans la moyenne.

Hors d'Europe, la Chine accuse un léger repli, de même que la Russie. Aux USA, la production est importante (précoce et de gros calibre, contrairement à l'Europe). Turquie et Ukraine annoncent également des volumes importants, de même que le Canada. Le Mexique voit quant à lui sa production tendanciellement diminuer.

Surface et production de pommes de table

Unités : surface : 1000 ha production : 1000 t

Estimations au 01-Oct-2013		Centre	Pays de la Loire	Limousin	Aquitaine	Midi-Pyrénées	Rhône-Alpes	Lang. Rouss.	PACA	France	Evol 1 an
Surface	Total surfaces	2,2	5,7	2,3	4,0	5,2	3,8	1,9	10,2	**40,7**	
	*Evol 1 an **	*-1%*	*-4%*	*0%*	*-1%*	*0%*	*0%*	*-1%*	*0%*	***-1%***	
	*Evol 5 ans ***	*-7%*	*-14%*	*-4%*	*-2%*	*-1%*	*8%*	*-5%*	*-2%*	***-3%***	
Production	Golden	32,0	56,1	80,4	66,3	52,1	44,0	15,4	215,0	**591,1**	**33%**
	Granny Smith	6,0	26,4	0,2	14,9	32,2	3,8	17,0	45,7	**150,1**	**23%**
	Gala	18,0	51,0	4,7	37,6	92,5	15,3	13,7	52,1	**332,6**	**13%**
	Autres bicolores	19,0	63,5	3,6	49,3	65,5	23,5	17,6	68,5	**362,6**	**21%**
	Autres	28,0	61,7	6,6	49,3	35,6	28,8	11,5	43,0	**308,9**	**38%**
	Total production	**103,0**	**258,8**	**95,6**	**217,4**	**277,9**	**115,4**	**75,2**	**424,3**	**1 745,3**	
	*Evol 1 an **	*106%*	*19%*	*353%*	*77%*	*20%*	*2%*	*-5%*	*5%*	***26%***	
	*Evol 5 ans ***	*0%*	*-16%*	*29%*	*18%*	*2%*	*1%*	*-9%*	*5%*	***2%***	

* année précédente (statistisque agricole annuelle) ** évolution par rapport à la moyenne 2008 à 2012 (statistisque agricole annuelle)

Pomme

Bon début de commercialisation 2013/2014 dans la continuité de 2012/2013

La campagne 2012/2013, très déficitaire en pommes (-23% par rapport à la moyenne), s'est terminée avec des niveaux de prix satisfaisants. La consommation est restée élevée toute la saison, même avec peu de promotions en magasins. Les fournisseurs ont privilégié le marché français au détriment de l'exportation, assurant ainsi un approvisionnement régulier dans les points de vente dans une logique de partenariat durable. En 2012-2013, les cours se sont maintenus à un niveau supérieur à la moyenne (+ 47 % en moyenne sur la campagne).

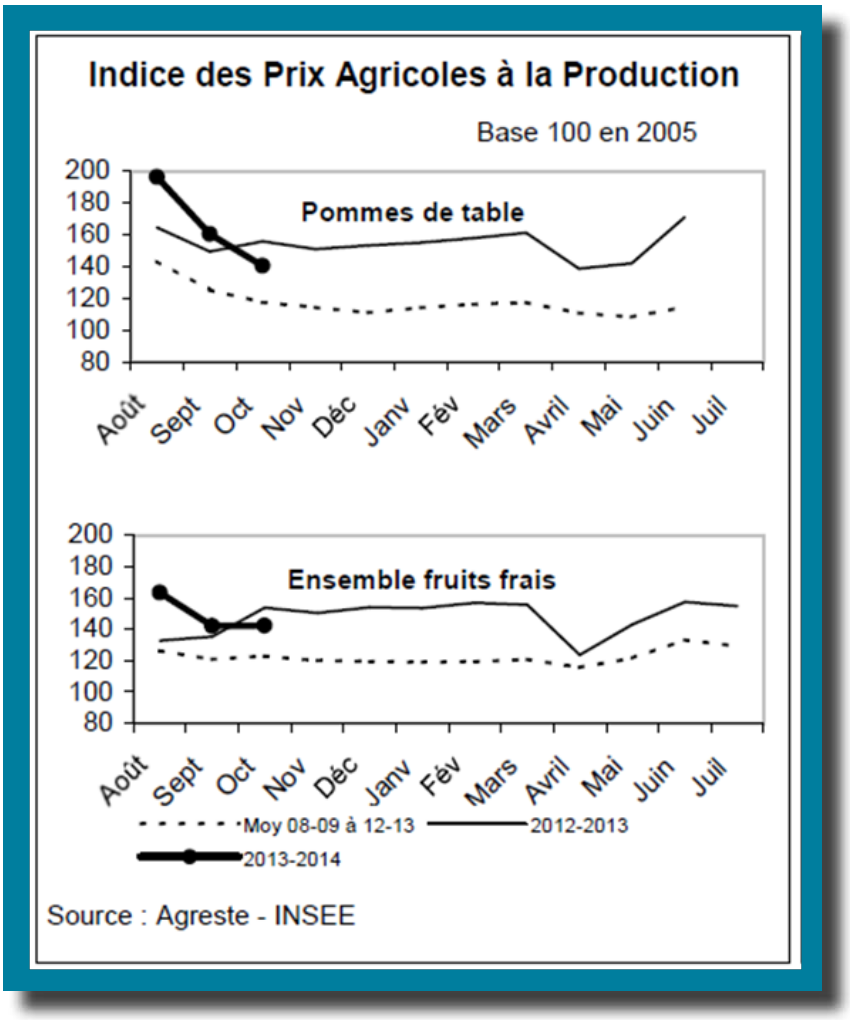
Il n'y a pas eu, cet été 2013, de télescopage sensible entre les fruits d'été et l'arrivée de la nouvelle récolte de pommes. Comme le montrent les premiers indicateurs de la campagne 2013, les prix sont restés fermes sur un marché vide de pommes, demandeur et équilibré. Les premières transactions se font d'ailleurs à des prix supérieurs à l'an passé.

La campagne 2013-2014 a commencé en août par le Sud-Est, avec une demande en pommes précoces (Gala) est soutenue car le marché européen était peu chargé. L'indice des prix est bien supérieur à la moyenne 2008-2012 (+ 37 %). Début septembre, la demande est intéressée en Gala et Reine des Reinettes dans le Sud Est. Puis, avec l'entrée en production des autres régions, quelques concessions de prix se sont opérées. Le marché se durcit en fin de mois de septembre, avec la concurrence des autres pays européens qui rentrent aussi en production. Toutefois, l'indice des prix dépasse le niveau moyen de 28 %. En octobre, l'offre variétale s'est élargie mais la demande sur le marché intérieur ou européen est peu active, en dehors des opérations de promotions menées en grandes et moyennes surfaces. Les cours fléchissent, surtout pour les petits calibres. En revanche, le marché est plus actif vers le « grand export ». L'indice des prix est supérieur de 20 % à la moyenne des 5 dernières campagnes...

Fin septembre, le stock de pommes était inférieur de 22 % à la moyenne quinquennale.

A l'ouest comme à l'est de l'Europe, calibres parfois petits, grêles dévastatrices et présence de tavelure génèrent un disponible pour le marché du frais qui n'apparaît pas supérieur à celui de l'an passé. Aussi, les experts envisagent un automne/hiver serein pour la mise en marché de nos pommes. En effet, la plupart de nos marchés seront demandeurs, chez nos voisins européens (Espagne, Allemagne, Benelux), ou encore en Russie (grand client de la Pologne), qui disposent tous d'une récolte sensiblement inférieure à celle de 2011. Nous pourrons également compter sur la dynamique des marchés hors UE. Seule la Pologne aurait des volumes en augmentation, avec des problèmes qualitatifs et en conséquence des quantités disponibles pour le frais qui ne progressent pas.

Après une année de commercialisation en nette reprise, la campagne 2013/2014 va confirmer un regain. Néanmoins même si les indicateurs conjoncturels sont au vert, la filière pomme française fait face à une baisse structurelle de production d'un tiers en 20 ans. La question de la rénovation des vergers reste primordiale tout comme les travaux sur l'offre variétale.



Fabien BARRABE
fbarrabe@47.cerfrance.fr

Tomate 2013 : une fin de campagne qui interroge

Après des années d'érosion, en 2013 la production française progresse, dopée par le rendement des cultures sous serres chauffées. Pour autant, la variabilité du marché de la tomate ne se dément pas pour cette saison. Un calendrier de production avec un pic plus marqué en été et une pression plus forte des pays du nord de l'Europe ont particulièrement pesé sur le deuxième semestre.

Une production française qui se stabilise

La surface en tomates s'établit aux environs de 2400 ha. Le faible repli de 1% des superficies en production est à nuancer. Cette baisse correspond, d'une part à une stabilité des serres chauffées, installations les plus productives, d'autre part, à la diminution de 5 % des surfaces sous serres froides et enfin, à un maintien des implantations en plein air pour la production à destination du marché du frais. Après une décennie de baisses, 2012 et 2013 voient la surface de production se stabiliser.

La production progresse légèrement (+2%) pour atteindre 571 000 tonnes. La baisse des surfaces est contrebalancée par une progression des rendements dans les installations les plus performantes, les serres chauffées. Le rendement y approche les 350 t/ha avec un gain de 3 %. Les serres froides connaissent également une hausse de productivité et dépassent les 130 t/ha. Seules les superficies en plein air, particulièrement touchées par les conditions climatiques défavorables du printemps, voient leur rendement fléchir de 10 %. La part de la production issue des installations couvertes et chauffées devient de plus en plus importante dans la totalité des volumes récoltés.

Surface et production de tomate pour le marché du frais

Campagne de production 2013 (janvier à décembre) — Unités : surface : ha production : t

Estimations au 01-Sep-2013		Ouest	Centre Ouest	Sud Ouest	Sud Est	Autres bassins	France
Surface	Serre	531	265	211	787	175	**1 969**
	Plein air	29	113	68	94	101	**405**
	Total surfaces	560	378	279	881	276	**2 374**
	Evol 1 an	*4%*	*1%*	*-9%*	*-3%*	///	**-1%**
	Evol 5 ans	///	///	///	///	///	**-1%**
Production	Serre	217 325	90 452	51 469	169 324	20 600	**549 170**
	Plein air	2 319	7 294	2 621	5 452	4 085	**21 771**
	Total production	219 644	97 746	54 090	174 776	24 685	**570 941**
	dont grappe	118 399	46 159	10 226	69 110	9 506	**253 400**
	Evol 1 an	*13%*	*-4%*	*6%*	*-8%*	///	**2%**
	Evol 5 ans	///	///	///	///	///	**-1%**

Source : Agreste

Un calendrier de production et une balance commerciale moins favorable

Le début de campagne 2013 se caractérise par des volumes en repli. Les conditions climatiques défavorables du printemps sont responsables de cette baisse. Mai, puis juin sont des mois de retour vers des quantités mises en marché plus proches des moyennes et juillet, avec le retour de conditions météorologiques favorables, présente un pic de production nettement plus élevé que celui de la campagne précédente. A partir de cette période, le cumul des volumes parvient à demeurer supérieur à celui de 2012.

Malgré quelques variations mensuelles, les volumes d'exportation 2013 sont proches de l'année précédente. En revanche, les importations se maintiennent à un niveau supérieur à l'année 2012 notamment sur la période estivale. La faiblesse de la demande est présente dans le nord de l'Europe et des volumes issus de nos principaux fournisseurs de cette partie de l'Union Européenne alimentent les marchés.

Une campagne commerciale 2013 de plus en plus complexe

Les conditions météorologiques défavorables du printemps ont eu un double impact : retard de plusieurs semaines en production et consommation peu soutenue. Néanmoins la demande, suffisante face à une offre nationale et importée très limitée, a permis aux cours de début de campagne (en mars puis en avril) de s'établir en hausse par rapport à ceux de l'année précédente, au-dessus de la moyenne quinquennale. La consommation trop faible en fin de printemps face au développement de l'offre conduit rapidement à une contraction des marges. La baisse saisonnière des niveaux de prix en mai, s'accentue en juin.

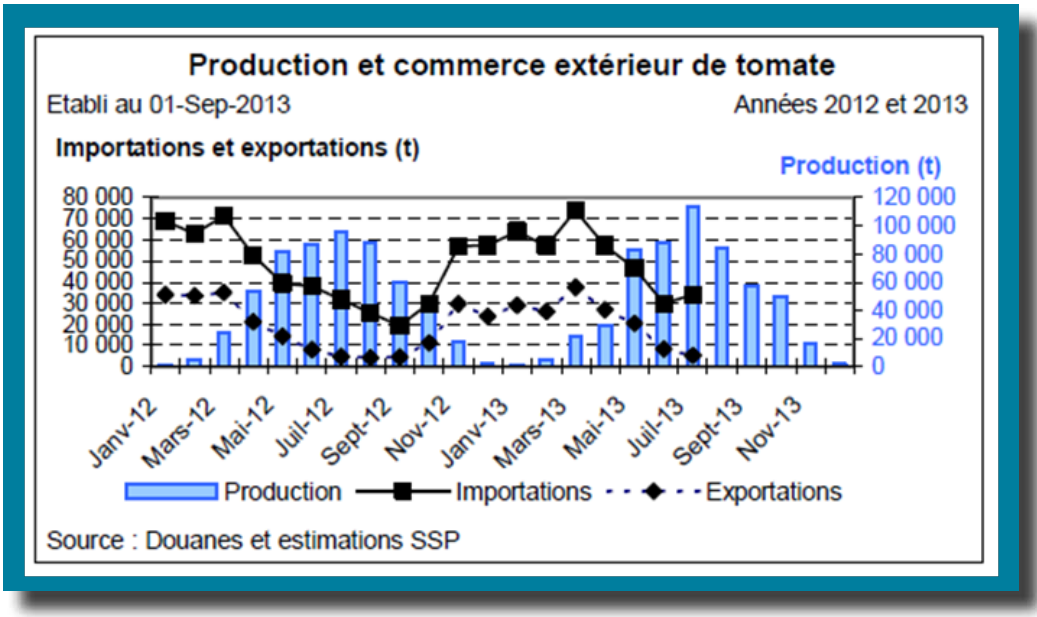
Avec l'arrivée des fortes températures, le marché de la tomate est bien orienté durant la première moitié de juillet avec une consommation active et une hausse des cours expédition. Cependant, la

Tomate

forte hausse des prix au détail freine la consommation ce qui provoque une baisse des cours à l'expédition. A cela s'ajoute, une forte concurrence belge et néerlandaise qui fait chuter encore plus rapidement les cours et les maintiennent sous forte pression tout l'été jusqu'au début d'automne.

Les cours demeurent proches de la moyenne quinquennale jusqu'à fin août, mais en retrait par rapport à ceux de la campagne précédente. Sur Septembre et Octobre, les prix restent bas et en dessous de la moyenne quinquennale.

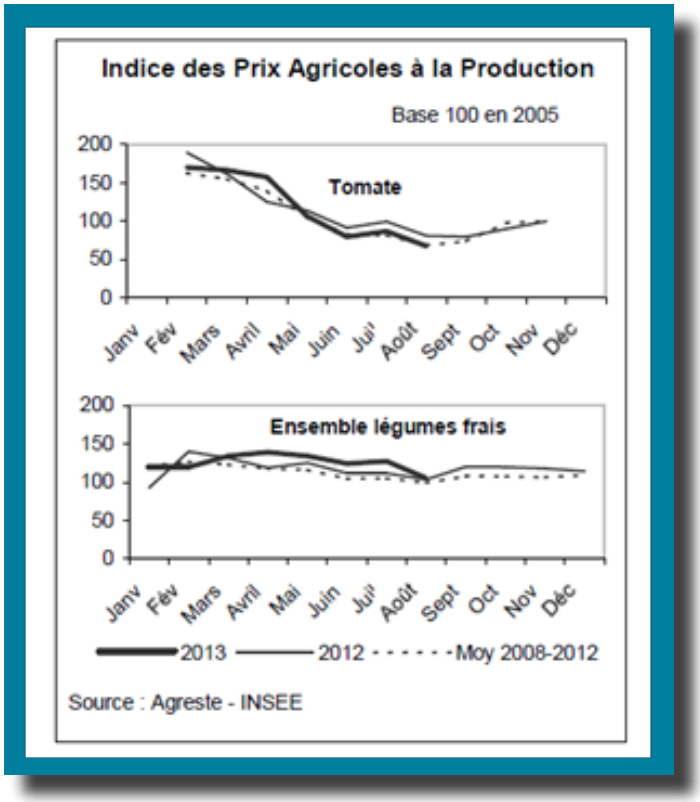
Historiquement, ce sont plutôt les pays de la ceinture méditerranéenne qui étaient reconnus pour la concurrence redoutable au printemps et début d'été.La campagne 2013 voit s'ajouter une nouvelle donne par une concurrence sur la fin d'été de la Belgique et des Pays Bas, pays où le parc de serres se modernise également, reste à voir si cette pression est conjoncturelle ou structurelle.



L'innovation et la différenciation pour aider aupilotage en conjoncture instable

Alors que la différenciation et la segmentation du marché de la tomate avec la promotion notamment sur le segment des petits fruits était mise en avant comme une opportunité de valeur ajoutée accrue, cette fin de campagne vient mettre un doute sur cette stratégie. Ces dernières années, les volumes se sont fortement accrus pour répondre à une demande forte. L'engouement de ce segment a permis de moderniser les serres pour l'adapter à cette production mais aussi de susciter la convoitise des pays de la ceinture méditerranéenne qui se sont eux aussi diversifié sur ce créneau. Les cours 2013 sur ce créneau à forte valeur ajoutée sont inférieurs à la moyenne quinquennale.

Pour autant, ce marché aujourd'hui devenu mature ne doit pas conduire à un repli vers des segments plus classiques comme la tomate ronde ou vrac, le Maroc et l'Espagne conservent des atouts indéniables sur le marché d'entrée de gamme notamment en raison des conditions météorologiques. Au contraire, la nécessité de déployer des moyens constants d'innovation sur les modes de production et de commercialisation reste incontournable : recherche sur l'aspect gustatif, mise en avant de l'origine des produits. Ces nouveaux segments obligent les producteurs à s'interroger chaque campagne sur leurs choix de variétés, de périodes de chauffage, de gestion salariale pour maintenir voire développer leur valeur ajoutée. La connaissance du coût de production et de la durée de résistance aux périodes de conjoncture défavorable sont des éléments déterminants du pilotage de l'entreprise dans un marché instable.



Fabien BARRABE
fbarrabe@47.cerfrance.fr

Pierre-Yves LELONG
plelong@cerfrance-amiens.fr

Le sucre : entre tendance baissière et yoyo…

De nombreux facteurs font réagir les cours du sucre à la hausse ou à la baisse sur les marchés à terme ou sur les marchés physiques. Ils sont influencés par l'évolution des parités monétaires, par les marchés financiers, par les cours du pétrole, par les niveaux de production…

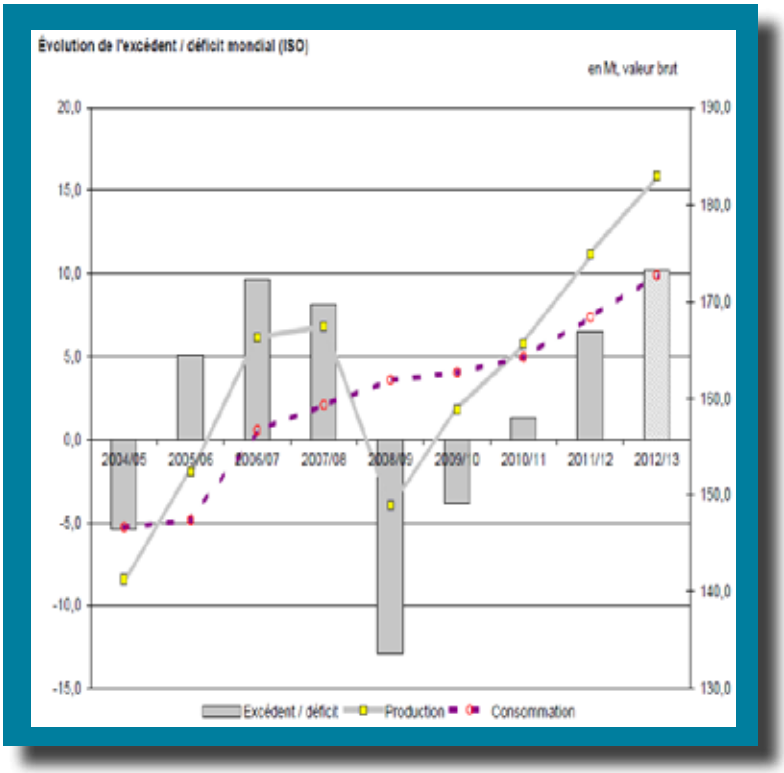
Une quatrième campagne excédentaire…

Les premières estimations de la production mondiale de sucre 2013/2014 prévoient une quatrième campagne excédentaire, avec une modeste diminution de 1,7 Mt à 181,2 Mt par rapport à la campagne 2012/2013.
Ce chiffre reste néanmoins la deuxième plus grosse production jamais enregistrée. La production de sucre de betterave se réduira de 3,2 Mt à 34,6 Mt, contre 37,8Mt en 2012/13. La baisse de la production touchera principalement l'Europe, l'Amérique du Nord et la Chine.
La production de sucre de canne est estimée à un niveau record pour la quatrième année consécutive à 146,6 Mt (+1,5Mt). Les hausses de production en Asie (+1,9 Mt) et en Afrique (+1Mt) font plus que compenser les réductions prévues en Amérique du Nord, en Amérique centrale, en Amérique du sud et en Océanie.

L'Inde a relevé son estimation de production pour 2013/14 à 25 Mt, valeur blanc car les pluies de la mousson ont amélioré les rendements de la canne restée sur pied, laquelle devrait être présente à l'export sur cette campagne. Elle est suivie dans la progression par le Pakistan et la Thaïlande.
Pour le Brésil, les estimations de production sont révisées à la baisse pour 2013, mais le seuil des 41 millions de tonnes serait dépassé.
Seule la production de sucre de betterave pourrait reculer, en raison de la baisse des surfaces (Russie, Ukraine) et des rendements dans l'UE.

Un rebond sur les marchés à terme, suivi d'une baisse ...

L'évolution des cours mondiaux est largement influencée par des facteurs monétaires. La forte baisse du dollar aurait tendance à faire progresser les cours du sucre, attirant les financiers qui amplifient le phénomène.

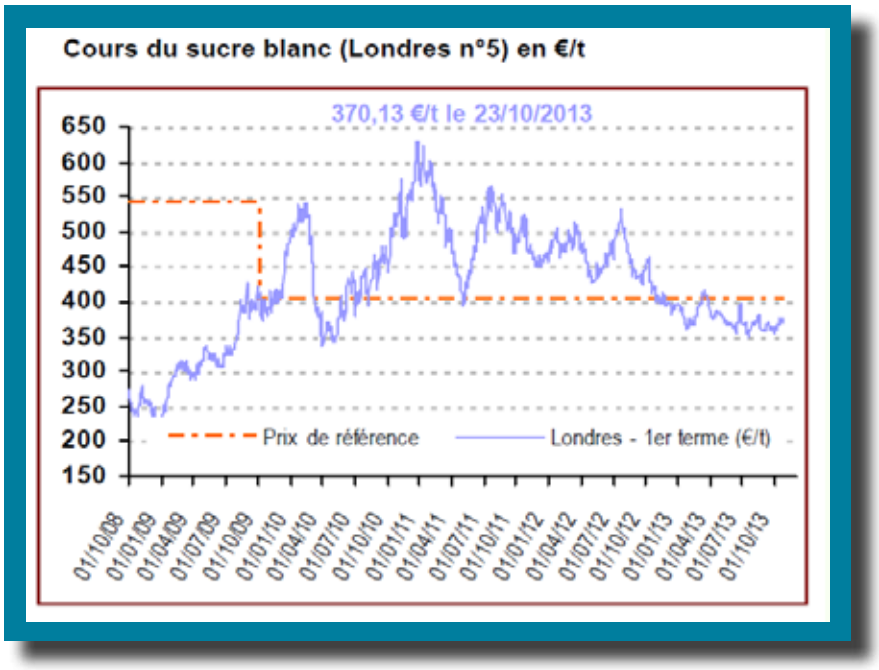


Pour que cette pression à la hausse se concrétise, il faudrait que la balance mondiale sucrière soit nettement déficitaire en 2013/2014 ; mais les perspectives mondiales misent sur un excédent en 2013/2014, certes plus réduit qu'en 2012/2013. Le niveau du ratio stocks / consommations (45%) serait alors proche de celui des années 2000, années fortement excédentaires.
Les cotations mondiales du sucre sur les marchés à terme de Londres et de New-York ont récemment cédé du terrain après les fortes hausses précédentes, sans relation forte avec les perspectives de la balance mondiale en 2013/2014.
Les prix ont ainsi atteint « un plus bas » depuis trois ans.

Union Européenne : un recul de la production

L'approvisionnement du marché intérieur a été sécurisé par un stock en forte hausse en début de campagne. Il ne nécessite pas de mesures exceptionnelles d'importation.
Les mesures adoptées en 2012/2013 ont conduit à une forte hausse du stock de sucre du quota au 30 septembre 2013. Il doit atteindre 2,3 Mt au 30 septembre 2013.
La campagne 2013/2014 débutera ainsi dans un contexte sécurisé d'approvisionnement du marché, d'autant que les importations devraient également progresser de 0,2 Mt, à la faveur de la mise en œuvre des accords de libre-échange avec les pays du pacte andin (Pérou, Colombie) et d'Amérique Centrale.
Le recul de la production communautaire de sucre (autour de 16 Mt contre 17,2 Mt en 2012) conduira à des disponibilités en sucre hors quota moins importantes, sans compromettre pour autant les besoins d'approvisionnement des industries chimiques et des distilleries et la possibilité d'exporter.

Sucre



Supplément de prix de la betterave du quota :

Ce supplément de prix éventuel est déclenché quand le prix «article 9» est supérieur à un seuil égal à la somme du prix de référence et d'un forfait de 50 € par tonne de sucre.

Ce supplément du prix de la betterave est calculé sur la base de 40% de la différence entre le prix de marché et le seuil précédemment défini. Cette différence est traduite en euros par tonne de betterave à 16° S.

Exemple de base de calcul : [700- (404,40 + 50)] * 40 % = 98,24 € à convertir à la tonne de betterave.

France : une récolte betteravière en retrait par rapport à celle de 2012

La richesse en sucre des betteraves s'est améliorée ces dernières semaines. Cela ne sera pas pour autant suffisant pour compenser la baisse de rendement induite par les conditions climatiques défavorables du printemps.

Avec un rendement moyen estimé à 82t /ha (+/- 2t/ha), la récolte betteravière devrait atteindre 32 Mt, soit une baisse assez réduite par rapport à 2012 (33 Mt). Avec un stock du quota également en forte hausse en début de campagne 2013/2014, les disponibilités en sucre du quota seront donc largement suffisantes pour contribuer à l'approvisionnement du marché communautaire à hauteur de 1,7 Mt, en sus du marché intérieur français.

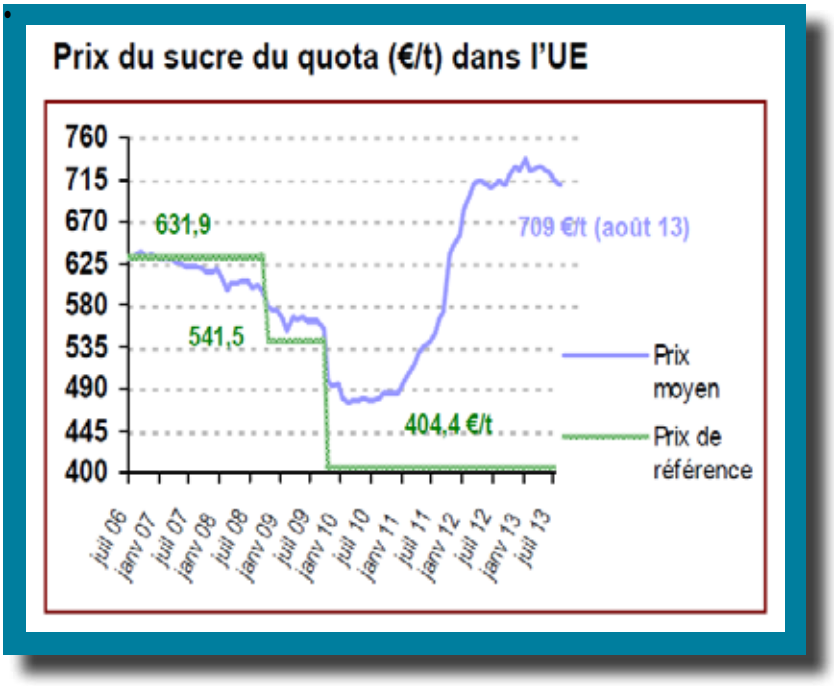
Les prix européens sont restés fermes

Concernant le sucre du quota, les prix de la campagne 2012-2013 sont restés fermes, supérieurs à 700 €/tonne départ usine sur le marché français et européen. Le marché européen demeure protégé des importations grâce aux droits de douanes de l'ordre de 450 €/t de sucre, et par une gestion des importations par la Commission ; ceci explique les écarts de prix constatés sur le marché mondial et le marché intérieur.

Cependant, la baisse des cours mondiaux du sucre rend le marché européen plus attractif pour les importations «préférentielles» (provenance ACP, PMA); ce qui ne constitue pas un facteur de soutien des cours sur le marché européen.

Les niveaux de prix 2012-2013 des sucres du quota devraient bénéficier une nouvelle fois aux planteurs à travers le supplément de prix, lequel ne pourra être connu précisément qu'à l'issue de la campagne de commercialisation 2012/2013, en décembre 2013 pour un versement en mars 2014.
On peut s'interroger sur les conséquences de la tendance baissière pour la nouvelle campagne de commercialisation et ses effets sur l'éventuel supplément de prix au printemps 2015.

Désormais ce sont les conséquences de la fin des quotas annoncée pour 2017 qu'il convient de mettre en perspective: quelles seront les stratégies d'après quotas des opérateurs de la filière ?



A chaque année son profil de campagne ...

Chaque campagne de pommes de terre livre son lot d'événements qui contribuent à construire le contexte de la filière. De nombreux paramètres, allant de la production aux marchés, lui confèrent chaque année un caractère atypique, malgré la remise à zéro des principaux compteurs en début de campagne. Il en résulte des situations d'étonnement, de déconvenue, d'émerveillement qui se traduisent par des passages fréquents de l'euphorie au pessimisme et inversement, et qui se retrouvent dans les décisions des planteurs.

La campagne 2013-2014 débute

Le NEPG (Groupe des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest Européen) estime à 4% la hausse de la surface de pommes de terre par rapport à 2012, principalement en Belgique et aux Pays Bas. Mais les estimations de productions, autour de 23 millions de tonnes, sont à la baisse de 5,1 %, comparées à la production moyenne des 5 dernières années et de 1,3 % supérieure à celle de 2012. Les conditions de plantations et de croissance n'ont pas été optimales, avec un début de saison trop froid et trop humide, suivi par un été sec et chaud.

La progression de 3,5 % des surfaces en France fait suite à un léger tassement des surfaces de - 0,2% en 2012. Les hectares supplémentaires sont essentiellement observés en Nord-Pas de Calais, Champagne - Ardennes et dans la région Centre. Cette dernière confirme sa troisième place « en surfaces » après le Nord-Pas de Calais et la Picardie.

Les rendements varient fortement à travers les pays du NEPG, en fonction des pluies reçues en août et des capacités d'irrigation. Pour la France, le rendement moyen constaté (48,3 t) serait supérieur à celui de 2012, mais inférieur à la moyenne 2001- 2012 .
Dans l'ensemble des pays du NEPG, la qualité est au rendez-vous avec toutefois un calibre moyen peu élevé. Les teneurs en matière sèche sont bonnes et pourraient permettre un meilleur rendement industriel. Finalement, par rapport à l'année dernière, la récolte totale est estimée en hausse de 300 000 tonnes seulement.

Selon le FIWAP (filière wallonne de la pomme terre), les estimations pour l'UE à 15 évaluent provisoirement la récolte 2013 autour de 40 millions de tonnes, contre 41 Mt en 2012 et 43,8 Mt pour la moyenne des cinq dernières années. De nombreux pays de l'UE à 28 annoncent une baisse de production dont les Pays- Bas, l'Espagne, l'Italie, la Hongrie ou encore la Pologne. En Italie, les besoins annuels tournent autour de 2,2 Mt, alors que la récolte 2013 serait à peine de 1,5 Mt.
Quelques pays sont en hausse de production, parmi lesquels la Grande-Bretagne (grâce au rendement), la Belgique (grâce aux surfaces), la France et l'Irlande (grâce à la combinaison surfaces /rendement).

Un marché intérieur porté par des consommateurs fidèles

Les ventes en France représentent à l'état frais 1,1 million de tonnes, dont 140 000 tonnes à la restauration hors foyer et 1 million de tonnes au détail, dont 80% commercialisés par les circuits de la grande distribution.

Les industries de transformation utilisent près de 1 200 000 t de la production, dont les 2/3 pour la fabrication de frites surgelées et de purée en flocons.

Malgré des prix soutenus jusqu'au printemps 2013, les achats sont restés supérieurs de 2% à la moyenne des cinq campagnes précédentes. Le nombre de ménages acheteurs varie selon le type de pommes de terre considéré. La pomme de terre en l'état est achetée par neuf ménages sur dix chaque année. Les frites et spécialités surgelées sont achetées au moins une fois par an par 77% des ménages et les chips par 74%. La pomme de terre en l'état, les produits surgelés et les chips voient le nombre de ménages acheteurs régulièrement augmenter, au contraire des purées déshydratées et des produits de 5e gamme.

A cette consommation, doit être ajoutée la consommation non marchande de pommes de terre. En effet, la production des jardins peut être estimée à 350 000t en moyenne sur la base des ventes de plants pour les jardins ; à ce chiffre, s'ajoute l'autoconsommation agricole des producteurs...

L'export : un débouché majeur pour la pomme de terre française

Les exportations françaises ont fortement progressé depuis 10 ans, atteignant aujourd'hui entre 1,8 et 2 millions de tonnes chaque année. Les principaux clients de la France sont l'Espagne et l'Italie, ainsi que le Portugal, le Royaume-Uni et l'Allemagne pour le marché du frais, et la Belgique et les Pays-Bas pour l'industrie de transformation.

En 2012-2013, le commerce extérieur de pommes de terre de conservation a été autant décevant en volumes qu'il a été excellent en valeur. La demande anglaise a créé un flux d'importation sans précédent qui s'est établi à 290 000 t en cumul d'août 2012 à juillet 2013, soit 220 000 t de plus que les campagnes précédentes. Cette demande anglaise a permis aux exportations françaises de rester à un niveau convenable de 1,7 Mt.

La demande des pays du Sud de l'Europe (Espagne, Italie, Portugal), qui se situe habituellement autour de 60% des exportations françaises, a été très diminuée. Cette tendance s'observe sur les trois dernières années. Ce phénomène, particulièrement marqué lors de la dernière campagne, est loin d'être seulement causé par les prix élevés du marché. L'Allemagne a également fortement concurrencé les

Pierre-Yves LELONG
plelong@cerfrance-amiens.fr

LES MARCHÉS À TERME

Eurex Francfort-Industrie (en €/tonne)

	01/10/2013	02/10/2013	03/10/2013	04/10/2013	07/10/2013
Novembre 2013	160	160	160	160	165
Avril 2014	209	211	211	215	225

produits français, notamment en Italie et accessoirement aux Pays-Bas. L'Allemagne a d'ailleurs dépassé la France en volumes d'exportation, l'Hexagone restant tout de même premier en valeur. Malgré tout, la campagne à l'export aura été lucrative, grâce aux prix élevés : 500 millions d'euros cumulés entre août 2012 et juillet 2013, soit le double de la campagne précédente.

Une évolution des métiers du négoce

Au fil du temps, une segmentation de plus en plus poussée s'opère sur le marché, avec la montée en puissance des couples « produits-marchés » où la phase de conditionnement revêt une dimension croissante (types de conditionnement et nombre de références). Une partie de la valeur ajoutée (lavage, conditionnement) se déplace vers les lieux d'importation; la croissance des volumes a en partie jugulé le phénomène. Le métier se professionnalise autour des marchés cibles, malgré l'atomisation persistante des acteurs du négoce. En effet, sur les mêmes marchés cohabitent des négoces purs et des producteurs- conditionneurs-négociants…

Les différentes situations de la production dans les pays importateurs et chez les concurrents exportateurs laissent présager des opportunités commerciales intéressantes. Toutes ces données incitent les observateurs des marchés à l'optimisme et permettent aux acteurs de la filière d'espérer une bonne activité à l'export vers l'Europe du Sud et de l'Est pour la saison qui vient, et le maintien de la consommation intérieure à un bon niveau.
Les cotations actuelles du marché à terme (Eurex-Francfort-Industrie) confirment cette tendance.

Pommes de terre de conservation (UE 5 – NEPG)
(Hors plant et fécule)
(Données au 10/09/13)

Année	2012	2013	Variation 2013/2012 (%)	Moyenne 5 ans	Variation 2013/moyenne 5 ans (%)
Pays NEPG					
Production (x 000t)					
Variation annuelle	- 14.0%	1.3%			
Total	22 844	23 136	1.3%	24 392	-5.1%
Belgique	3 118	3 440	10.3%	3 300	4.2%
Allemagne	7 623	6 553	-14.0%	7 560	- 13.3%
France	4 688	5 084	8.5%	4 841	5.0%
Pays-Bas	3 384	3 266	-3.5%	3 608	-9.5%
Grande-Bretagne	4 031	4 793	18.9%	5 083	-5.7%

Volumes de production :
L'Ukraine, la Suède, la Finlande et la Suise sont également en baisse.

Surfaces					
Variation annuelle	-5.6%	4.0%			
Total	512 214	532 755	4.0%	524 752	1.5%
Belgique	68 222	76 304	11.8%	68 998	10.6%
Allemagne	157 500	161 800	2.7%	165 963	-2.5%
France	113 240	117 150	3.5%	109 257	7.2%
Pays-Bas	67 452	71 000	5.3%	70 129	1.2%
Grande-Bretagne * #	105 800	106 500	0.7%	110 405	-3.5%

Surfaces plantées :
Les surfaces en Hongrie baissent en 2013 de -21%, en République Tchèque et en Lituanie de -14%, en Italie de -11%, en Finlande de -9%, en Bulgarie de -8%, en Pologne de -5.1%, en Roumanie de -4.8% et en Espagne de -4.5%.

Légumes industriels

Les légumes industriels sont les 15 productions (pois, haricots verts et beurre, flageolets, épinards, carottes, choux fleurs, brocolis, salsifis, courgettes, céleris branche et rave, betteraves, oignons, navets) qui sont mises en conserves ou surgelées. Ils représentent 17% de la production légumière française totale et sont à différencier des légumes transformés (18 %) : tomates, maïs doux, champignons, pommes de terre, ... et bien sûr des légumes frais.

Au sortir d'une campagne 2013 fortement perturbée par les aléas climatiques, les industriels et leurs 4600 producteurs ont réussi à atteindre les objectifs de productions qu'ils s'étaient fixés, malgré des semis décalés ou renouvelés, des abandons de cultures laissées en secs, des récoltes décalées, une forte pression sanitaire, ou des deuxièmes cultures tardives…,
Les quatre principales productions (voir tableau ci-joint) occupent plus de 80% des surfaces (59 000 ha) et représentent les deux tiers (596 000 T) du tonnage total des légumes industriels.

Ces productions ont été concurrencées ces dernières années par des céréales ou des oléagineux bénéficiant de prix de vente attractifs. En 2013, les prix contractualisés ont augmenté de 10%, cela suffira-t-il pour motiver les producteurs pour la récolte 2014 ?

La consommation des produits appertisés est en légère régression; les conserves sont consommées à plus de 80% au domicile des particuliers, alors que l'utilisation des légumes surgelés repart à la hausse (+2.5% en un an) et se répartit par moitié entre la Restauration Hors Foyer et les particuliers.

Ce secteur industriel est dominé par 5 groupes de taille européenne, 2coopératifs (CECAB D'AUCY, GELAGRI) et 3 privés (Bonduelle, PINGUIN devenu Greenyard Foods cet été, ARDO) qui sont en constante réorganisation, évolution, ou développement.
Le groupe CECAB, confronté à des difficultés dans d'autres secteurs d'activités (GAD) a cédé en 2012 sa conserverie russe à Bonduelle, et vendu 8 sites de surgélation à PINGUIN cet été (4 en Pologne, 2 en Hongrie, 2 en France), même s'il continue de les approvisionner et d'en maîtriser la marque de commercialisation. Il s'apprêterait également à fermer deux usines en France (Rosporden-29, Ciel-71).
Bonduelle, leader du marché, se développe fortement par croissance externe, dans les pays de l'est, et s'implante aux Etats Unis ainsi qu'au Brésil.
Ces groupes ont hissé la France comme 1er producteur et 1er exportateur européen.
Nous exportons 37% de la production de conserve et 45% des légumes surgelés.

Cénaldi

Production de légumes à destination industrielle (conserve et surgelé) en 2013 au sein des adhérents du Cénaldi

	Surfaces semées (ha)	Rendements nets (T/ha)	Volumes nets (T)
Pois	23 020	7,9	168 620
Haricots	27 270	12,2[1]	312 690[1]
Flageolets	4 170	6,0[1]	25 080[1]
Epinards	4 190[2]	21,4[2]	89 670[2]

[1] provisoire
[2] prévisionnel

Alain PAPOT
apapot@cerfrance.fr

Après le maïs en 2012, c'est le blé qui est le moteur du marché en 2013

Les années se suivent mais ne se ressemblent pas…
Le maïs n'assume plus le rôle de marché directeur et la consommation devient l'élément déterminant de la campagne 2013.

Blé

Le marché du blé n'est plus guidé par celui du maïs mais par ses propres fondamentaux. Partie en mai 2012 des niveaux actuels, la cotation de l'échéance nov 2013 sur le marché à terme Euronext, a suivi la tendance évolutive des prix de la récolte 2012 marquée par une forte poussée vers le haut, à la veille de la moisson 2012. L'optimisme était alors partagé par la plupart des prévisionnistes, certains d'entre eux prévoyant même, encore en février, une tension sur la fin de campagne 2012. Force est de constater que les espoirs furent déçus et que les cours n'ont alors cessé de glisser à partir de décembre 2012 pour atteindre un plus bas à la mi-août 2013.

Grâce à la forte demande internationale, les cours se sont toutefois redressés en regagnant une vingtaine d'euros, et oscillent depuis quelques temps entre 200 et 205 €/T .

Ainsi les grands importateurs, tels que l'Egypte, l'Algérie ou la Chine sont très présents; l'Egypte pourrait à elle seule acheter 8,7 millions de tonnes en 2013. Malgré la concurrence de la Mer Noire où la production de blé a progressé de 37 % en Russie, 34 % en Ukraine et 66 % au Kazakhstan, l'Europe et la France en particulier, établissent des records à l'exportation depuis le début de campagne; 4,5 MT de certificats à l'exportation ont ainsi été délivrés dans l'UE fin septembre contre 2,5 MT à pareille époque en 2011/2012. La forte poussée de l'euro face au dollar n'a même pas réussi à freiner cet élan exportateur.

La production mondiale devrait retrouver un niveau supérieur à celui de 2011, permettant une légère reconstitution des stocks de fin de campagne. Globalement ces stocks mondiaux de blé devraient s'établir à environ 178 MT soit un ratio stocks/consommation de 25 % correspondant à 90 jours.

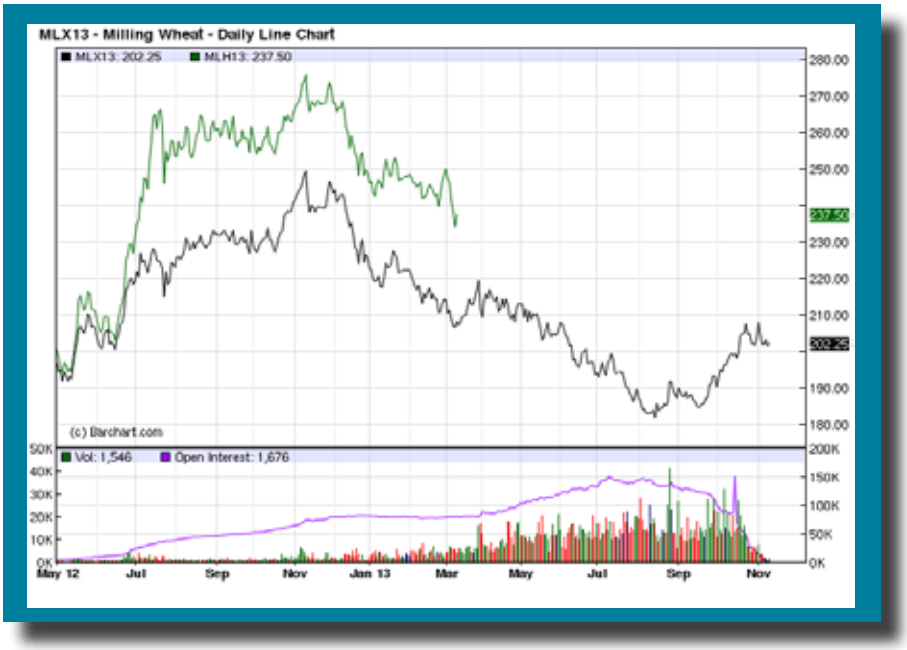
En France, le volume récolté a été meilleur que prévu au regard des conditions climatiques printanières et ce dans la plupart des régions, exception faite du Sud-ouest où quantité et qualité ont fait défaut. La qualité moyenne très correcte en particulier au nord de la Loire, malgré un taux de protéines légèrement supérieur au seuil fatidique de 11 %, laisse envisager un maintien du dynamisme de nos exportations, d'autant plus que les origines Mer Noire donnent les premiers signes d'épuisement.

L'absence d'indicateur fort d'orientation concernant les fondamentaux du marché du blé, pourrait amener les opérateurs à observer rapidement les perspectives de la récolte 2014; les semis de l'hémisphère nord se sont pour l'instant déroulés dans de bonnes conditions; quelles seront celles de cet hiver?

Bilan mondial du blé

En MT	2011	2012	2013
Production	**698**	**655**	**706**
dont USA	54	62	58
UE	138	134	143
Chine	117	121	121
Russie	56	38	52
Kazakhstan	23	10	16
Ukraine	22	16	22
Consommation	**697**	**679**	**7703**
Stocks fins	**199**	**176**	**178**

Evolution comparée de l'échéance blé mars 2013 de la récolte 2012 avec l'échéance blé novembre 2013 de la récolte 2013



Maïs

Le retour en force des disponibilités en maïs a fait chuter les cours. A Chicago, la cotation a atteint 4,33 dollars/boisseau en octobre dernier, le niveau le plus bas depuis 3 ans. Sur Euronext, l'échéance nov2013 est passée de 225€/T en novembre 2012 à 165 €/T en aout dernier.

Dans son dernier rapport, l'USDA a revu à la hausse les prévisions de stock de fin de campagne à 164 MT alors que nous étions à 128 MT en 2010, soit 28% de plus et ce qui représente 64 jours de consommation contre 55 en 2010.

En France le sud ouest a été fortement touché par les conditions climatiques défavorables du semis à la récolte; avec des rendements décevants, conjugués à la baisse des prix, les résultats dans cette région s'avèrent particulièrement mauvais.

La récolte française, estimée à 15,3 MT pour un rendement moyen de 8,5 T/ha, devrait être du même niveau que celle des deux dernières années. En revanche, la production européenne devrait croître de 4,5 MT par rapport à 2012, cette augmentation étant quasi le seul fait de la Roumanie.

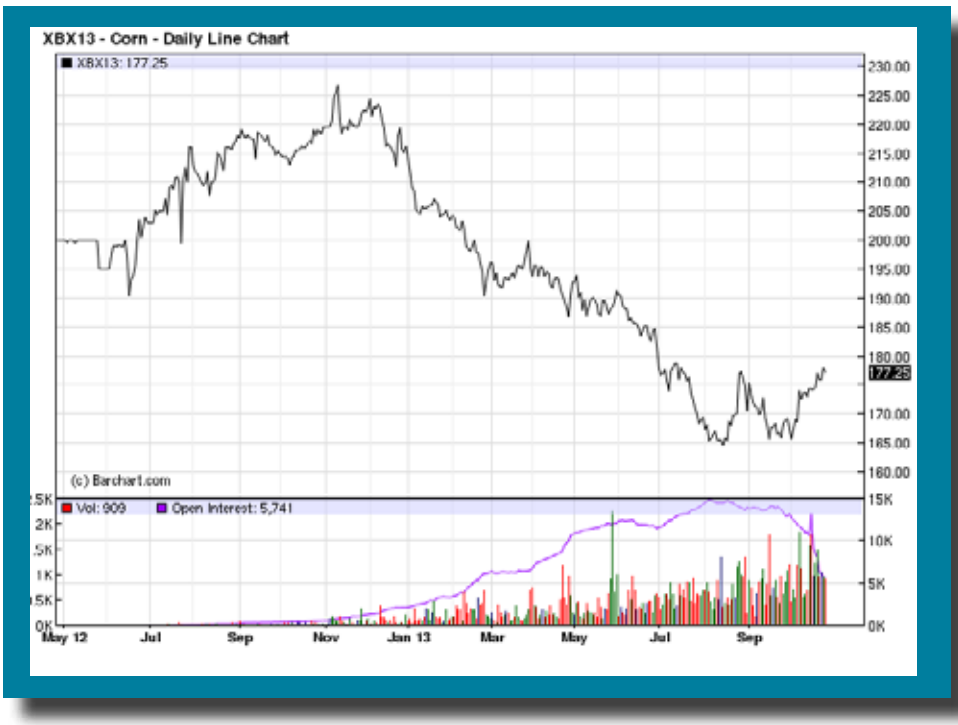
La récolte américaine catastrophique de 2012 semble n'être déjà qu'un lointain mauvais souvenir, tant les disponibilités semblent abondantes en particulier dans l'hémisphère Nord.

De plus, sous la pression des pétroliers, l'Agence américaine de protection de l'environnement propose de réduire significativement le taux d'incorporation des biocarburants en 2014. 49,2 milliards de litres d'éthanol de maïs seraient alors incorporés contre 54,5 prévus par la loi américaine sur l'énergie. Les quantités de maïs ainsi non utilisées pèseraient encore un peu plus sur un marché déjà lourd.

Une nouvelle tendance baissière du maïs pourrait alors entrainer le marché du blé et des orges fourragères vers le bas.

En MT	2010	2011	2012	2013
Production	833	886	863	**963**
dont USA	316	314	274	**355**
Chine	177	193	206	**211**
Brésil	57	73	81	**70**
Argentine	25	21	27	**26**
Ukraine	12	23	21	**29**
Consommation	**851**	**883**	**860**	**933**
Stocks fins	**128**	**132**	**135**	**164**
(en jours)	**55**	**55**	**57**	**64**

Source : USDA



Source : www.barchart.com

Thierry LEMAÎTRE
tlemaitre@neidf.cerfrance.fr

STRATEGIES DE COMMERCIALISATION

En période de prix élevés, la proportion de vente à prix ferme à tendance à monter, alors qu'en période de prix bas, les agriculteurs ont tendance à revenir sur les prix de campagne ou prix moyens.

Les OS le savent bien et proposent souvent dans leur offre commerciale des primes d'engagement dont le montant augmente avec la précocité de l'engagement. C'est aussi une manière de s'assurer des volumes et de fidéliser leurs adhérents ou clients.

Mais ce qui demeure étonnant en 2013, c'est le nombre relativement faible de producteurs, de blé en particulier, qui ont sécurisé une partie de leur prix de vente en commercialisant une partie de leur récolte, lorsque les cours étaient favorables. A la veille de la récolte, beaucoup d'exploitants gérant eux-mêmes leur commercialisation n'avaient pas engagé un seul quintal.

La récente remontée des cours devrait cependant les inciter à se positionner.

Les oléagineux européens ballotés entre soja et huile de palme

Le marché des oléagineux reste dominé par tout un ensemble de facteurs dont l'interaction contribue actuellement à maintenir la marché du colza au niveau actuel, après avoir connu une très forte baisse entre mai et août 2013.

Colza

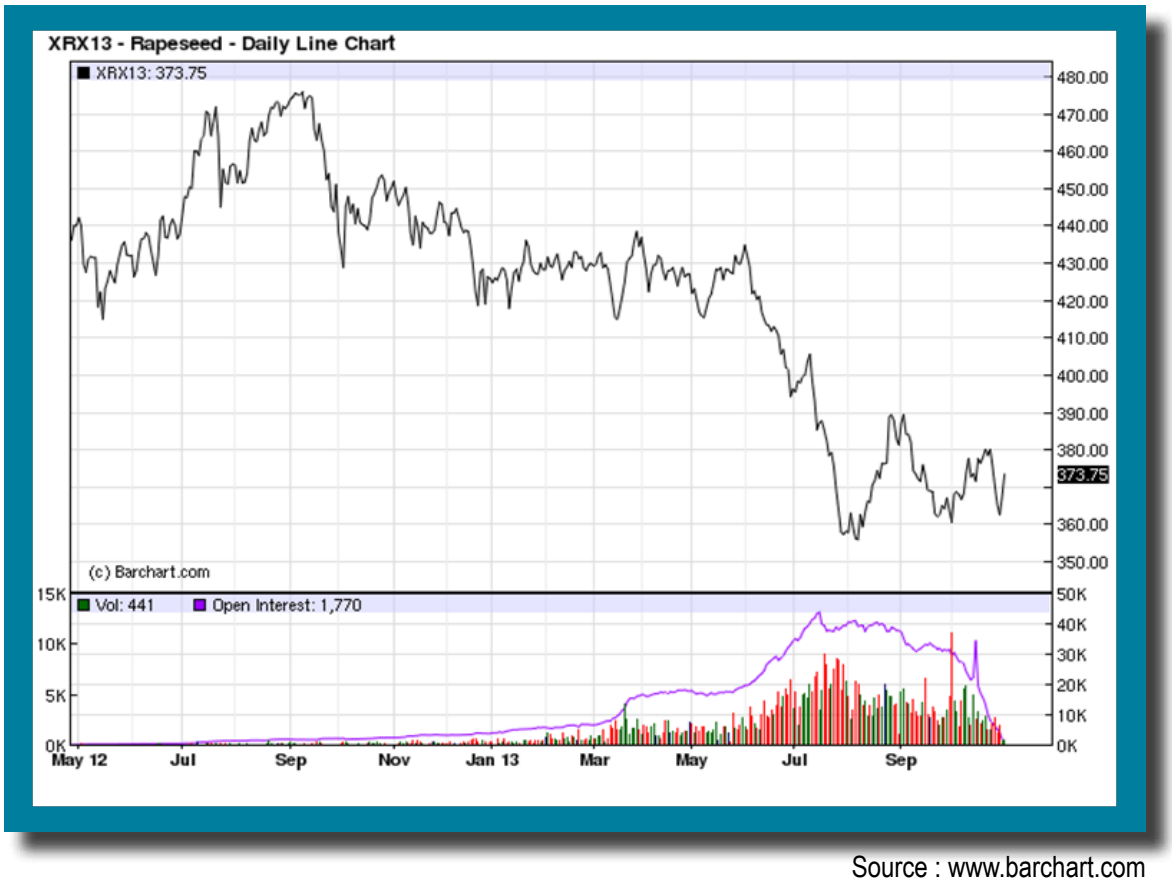
De bonnes perspectives de récolte mondiale de soja, de colza en Europe et de canola au Canada ont provoqué une chute des cours d'environ 100 €/T depuis le plus haut atteint fin 2012. La production mondiale atteindrait 69 MT pour une consommation de 68 MT.

Aujourd'hui, ce sont les informations concernant la demande qui font évoluer les cours. La demande chinoise en soja est en augmentation sur les six premiers mois de 2013; c'est un déterminant essentiel sur ce marché qui guide en partie celui du colza.

Une première décision politique européenne limitant l'incorporation de biocarburants de première génération à 6% a accentué la baisse des cours. Puis la décision de Bruxelles de taxer l'importation de biodiesel d'origines argentine et indonésienne a permis au marché de se redresser. Cependant au niveau mondial les besoins en huiles nécessaires à l'incorporation de biocarburants sont en augmentation, contribuant au raffermissement du marché des huiles et par voie de conséquence à celui du colza.

La multitude des facteurs influençant le prix du colza (production, marché des huiles, marge des triturateurs, pétrole, décisions politiques,…) contribue à maintenir une certaine volatilité du marché du colza, mais celui-ci ne semble pas devoir connaître de fortes amplitudes, du moins à court-terme.

Echéance novembre 2013 sur euronext



Source : www.barchart.com

Tournesol

Les perspectives paraissaient négatives compte tenu des prévisions de bonne production en Europe et dans le monde; mais les craintes liées au retard important de la récolte en France, en Ukraine et en Russie ont stabilisé le marché. Ce dernier pourrait même s'améliorer à la faveur d'un marché de l'huile de tournesol en nette reprise.

Thierry LEMAÎTRE
tlemaitre@neidf.cerfrance.fr

Viticulture

Des marchés favorables, mais une faible récolte

Si la récolte 2013 est en légère progression, elle reste encore faible. C'est le résultat conjugué des mauvaises conditions climatiques du printemps et des arrachages qui ont fait suite à la réforme de l'Organisation Commune des Marchés (OCM). Les marchés mondiaux quant à eux restent équilibrés entre offre et demande, ce qui est favorable aux pays exportateurs. La filière viticole française pourrait mettre à profit cette période plutôt sereine pour consolider sa politique à l'export, mais les volumes disponibles seront limités.

Une récolte encore réduite, mais en amélioration

La vendange 2013 devrait se situer aux alentours de 42,3 millions d'hl, soit une progression de 2% par rapport à la récolte historiquement faible de 2012, avec 41,3millions d'hl. Elle reste néanmoins en deçà de la moyenne des cinq années 2008-2012 (45,4 millions d'hl). La réforme européenne de l'OCM prévoyait l'arrachage d'importantes surfaces de vignes pour adapter les vignobles français et européen aux besoins des marchés mondiaux,notamment avec des productions orientées vers plus de qualité. Elle s'est traduite par une réduction des surfaces et des volumes produits en France. L'Espagne par contre a fortement replanté et retrouve une production en forte progression.

Le volume commercialisable en Champagne n'est pas directement tributaire de la récolte de l'année, compte tenu de la mise en réserve d'une partie de la production et du mode de vinification qui permet des assemblages de différents millésimes. Cette gestion autorisée de production et de mise en marché favorise l'équilibre économique de cette appellation malgré de fortes variations de récolte.

La production de vins de Charente, essentiellement destinée à la production de cognac, est inférieure à la moyenne des cinq dernières années et, de plus, a un faible degré alcoolique. Les volumes sont insuffisants par rapport à l'évolution envisagée des besoins du marché dans les10 ou 20 prochaines années.

Suite aux conditions météorologiques défavorables du printemps et aux violents orages de cet été dans le Bordelais, la région Centre et la Bourgogne, certains vignobles ont des rendements en forte baisse et d'autres obtiennent une qualité hétérogène.

Cette récolte 2013 devrait situer la France en deuxième position derrière l'Italie (46 millions d'hl). L'Espagne enregistre une progression de production de 20%(40 millions d'hl). L'Europe dans son ensemble retrouve une production en hausse de 15% cette année.

Des marchés équilibrés

La faible récolte européenne de 2012 s'est traduite par une baisse de la production mondiale et un équilibre entre l'offre et la demande. Les marchés de dégagements vers les alcools industriels ont même connu certaines tensions. Simultanément, les échanges mondiaux ont cessé d'augmenter en volume (-0,2% en 2012 par rapport à 2011) et la part des cinq principaux pays exportateurs européens passe de 65 à 62%.

Cette situation inédite permet de garantir un niveau de prix moyen satisfaisant dans la plupart des bassins deproduction. Actuellement, les difficultés sont plus souvent liées à une production trop faible dans les secteurs les plus touchés par les mauvaises conditions climatiques.

Les régions qui avaient historiquement des difficultés pour commercialiser leurs produits, notamment le Languedoc Roussillon, vivent une période plus favorable. Elles trouvent des débouchés nouveaux avec un développement de l'export vers l'Asie et une partie importante de la production convertie en Bio, ce qui permet de répondre aux attentes de nouveaux consommateurs.

Au premier semestre 2013, les ventes françaises à l'export ont continué à baisser en volume (-1,3%) tout en

En milliers d'hl	Récolte 2013	2013/2012	2013 / Moy 5 ans
Champagne	2821	+33%	+5%
Bourgogne / Beaujolais	1995	+10%	-14%
Alsace	975	-16%	-14%
Savoie	113	+4%	-3%
Jura	68	-8%	-28%
Val de Loire	2682	+35%	-1%
Charente	7600	0%	-8%
Sud-Ouest	2845	-15%	-18%
Bordelais	4184	-23%	-27%
Languedoc Roussillon	13500	+13%	+6%
Corse	321	+5%	+4%
Sud Est	4525	-8%	-13%
TOTAL	42344	+2%	-7%

Source : Agreste

Pierre-Gérard POUTEAU
pgpouteau@49.cerfrance.fr

enregistrant une croissance en valeur (+1,4%). Celle-ci est davantage portée par les spiritueux : +4 % contre +0,3% pour les vins. C'est principalement vers l'Amérique du nord, en particulier vers les Etats-Unis, que la croissance est la plus forte.

En représailles à la taxe imposée par la Commission européenne aux importations de panneaux solaires chinois, Pékin a lancé une enquête antidumping sur les vins européens, entraînant des tensions. Le rythme de nos exportations a ralenti, ouvrant la porte à nos concurrents du Nouveau Monde.

Pendant cette période globalement plus favorable, l'enjeu est de consolider nos marchés à l'export, tant en volume qu'en valeur. Les opérateurs bordelais, avec une plus faible production, auront la tâche plus difficile face à des concurrents italiens et espagnols dotés d'une récolte plus abondante.

Quand les marchés exports sont attractifs, le marché français s'en porte mieux. Les marges de progrès sont davantage liées à la maîtrise des coûts de production et de commercialisation au sein des entreprises. Collectivement, des efforts budgétaires doivent être alloués à la promotion des vins pour renouveler une clientèle sans cesse vieillissante et de plus en plus volatile. La population « jeune » se tourne davantage vers les alcools et la bière et moins souvent vers le vin que ses aînés.

Les marchés pourront-ils absorber l'afflux de vin biologique ?

La barre des 5 000 exploitations viticoles biologiques a été dépassée en 2013. Les surfaces représentent plus de 8% des vignes. Elles ont triplé en 4 ans, mais plus d'un tiers sont encore non certifiées (conversion en cours). La France compte aujourd'hui 65 000 ha de vignes bio et la production, estimée à 1million d'hl en 2012, va passer à 1,4millions d'hl en 2013 pour avoisiner 2 millions hl en 2015.

Cette croissance se retrouve chez les deux autres grands pays producteurs européens, l'Espagne et l'Italie, où d'importantes productions de surfaces en conversion vont arriver sur le marché dans les prochaines années.

L'Espagne possède le vignoble bio le plus important avec 79 000 ha, soit 30 % des surfaces mondiales. L'Italie se situe en troisième position derrière la France avec une superficie de 53 000 ha.

La production française est commercialisée majoritairement sur le marché intérieur (60%) et – traditionnellement - davantage en vente directe à la propriété ou dans des magasins spécialisés bio. L'arrivée des vins biologiques de caves coopératives et de négociants change la donne et favorise le développement des ventes à l'export et en GMS.

Jusqu'à présent, en Espagne et en Italie l'essentiel de la production est exporté, principalement vers l'Europe du nord et l'Amérique du Nord…

Pour favoriser l'écoulement de cet afflux de production supplémentaire, la filière viticole bio va devoir s'organiser. Elle devra renforcer son positionnement à l'export, tant sur les marchés de proximité, notamment vers l'Allemagne, que vers l'Amérique et l'Asie, en saisissant de nouvelles opportunités.

Au-delà du caractère biologique du produit, la qualité devient essentielle et les producteurs devront adapter leur communication aux attentes des différents consommateurs (environnement, santé…).

Selon une enquête IPSOS, sur le marché français la « non consommation » est essentiellement due au manque de réflexe des consommateurs occasionnels et à une difficulté à identifier les vins bio au sein des linéaires de vins dans les GMS. La communication et le marketing vont devoir être renforcés pour écouler l'ensemble de la production de façon différenciée et avec une marge suffisante.

CER FRANCE
Voir loin, les pieds sur terre

Conseil National du réseau CERFRANCE
18 rue de l'Armorique 75015 PARIS
Tél. + 33 (0)1 56 54 28 28 Fax. + 33 (0)1 56 54 28 29
e-mail : conseilnational@cn.cerfrance.fr / www.cerfrance.fr

Directeur de la publication : Christophe Lambert
Directeur de la rédaction : Jean-Marie Séronie
Rédacteur en chef : Marc Varchavsky
Membres du comité de rédaction : Fabien Barrabé, Philippe Boullet, Michel Debernard, Anne-Yvonne Henot, Pierre-Yves Lelong, Thierry Lemaître, Jacques Mathé, Jean-Yves Morice, Alain Papot, Pierre-Gérard Pouteau, Guillaume Maraval, Jean-Marie Séronie, Marc Varchavsky
Réalisation : Axana Pilipenko
Crédit photo : Fotolia